

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 4 FÉVRIER
 N° 367 1,50 F

Belgique : 15 FB
 Commission Paritaire : 56942
 . .

ÉTUDIANTS
IRANIENS

Takbiri libéré

Voir p.6

LE FROID AUX ÉTATS UNIS



Voir p.7

**A PEINE ARRIVÉ, LA GLISSADE
DE CARTER ET LA CHUTE
DE L'ÉCONOMIE**

**PROCÈS DE CASABLANCA
(MAROC)**

**La peine maximum
réclamée par
les avocats**

Le substitut général a achevé son réquisitoire mercredi, en demandant les peines maximum : la réclusion à perpétuité pour 26 accusés, trente ans de prison pour 44 accusés, vingt ans pour 48, et dix ans pour 19. On ne savait pas hier à midi quand le verdict serait prononcé et si certains accusés seraient traduits devant un tribunal militaire.

(voir p.8, le témoignage d'un avocat)

**En opposition
à Giscard
CHIRAC PRÉCISE
SON PROJET
ÉCONOMIQUE**

Voir p. 3,

RENCONTRE GISCARD SCHMIDT

CARTER SOUTIENT LES PRETENTIONS ALLEMANDES

La rencontre de Schmidt et de Giscard pesait de sérieux problèmes «comptent-tenus des données actuelles je pense que les relations sont aussi bonnes que possible», a déclaré Giscard dans une interview au journal allemand «Die Welt». Les données actuelles ne leur permettent pas d'être particulièrement chaleureuses ; le nouveau cours de la politique US n'est pas fait pour diminuer les tensions.

Après avoir capitulé devant le vice-président US, Mondale qui a exigé de l'Allemagne qu'elle renonce à vendre des usines de retraitement, Schmidt se re-

trouve contre Giscard et lui reproche vertement d'avoir plié il y a quelques mois devant les mêmes exigences formulées par Kissinger à l'égard de la France et d'avoir ainsi empêché les deux pays de faire front face aux exigences US.

«L'Europe ne doit pas être regardée comme une clinique où le médecin chef serait allemand», a déclaré Giscard. Et c'est bien comme chef que Schmidt veut se faire accepter par Giscard et les pays européens, en se faisant l'organisateur au niveau de l'Europe du sommet économique mondial. Ils peuvent d'autant mieux s'imposer à Giscard que

l'Allemagne est en partie maître de l'économie française en lui imposant un déficit commercial qui a doublé en un an. Quant aux Américains, ils considèrent que «les trois locomotives de l'économie mondiale sont les USA, le Japon et la République Fédérale Allemande» et ils pensent coordonner leurs économies. Ainsi la politique européenne des USA passe par la suprématie allemande, au sein d'une sorte de condominium américain sur le monde occidental. Giscard aura-t-il d'autres choix que renauder et plier ? Jusqu'à présent il n'en a guère pris le chemin.

Gouvernement
Giscard -
Mitterrand ?

DEFFERRE
(PS), DIT OUI

**BEAUCOUP
D'AUTRES
Y PENSENT...**

L'hypothèse d'un gouvernement Giscard-Mitterrand est de plus en plus à l'ordre du jour. Chirac, dans sa lettre du 27 janvier, évoquait cette éventualité en s'en inquiétant. Giscard la confirmait l'autre soir, à la télé. Hier matin, c'est Defferre qui déclarait : le PS est d'accord pour gouverner avec Giscard, indiquant que dans ce cas, «c'est Mitterrand qui sera premier ministre !»

Voir p.3

UN MOIS APRÈS L'ASSASSINAT
DE MAHMOUD SALEH

**LES SIONISTES RÉCIDIVENT
EN TOUTE IMPUNITÉ
ATTENTAT CONTRE
LA LIBRAIRIE PALESTINE**

Dans la nuit de mercredi à jeudi, à 1 h du matin, un attentat a été commis contre la Librairie Palestine, rue de la Réunion, à Paris.

L'explosion, causée probablement par une bombe à retardement, a été particulièrement violente. La façade de la librairie est éventrée, toutes les vitres des immeubles voisins ont volé en éclats, ainsi que les pare-brises des voitures garées devant.

Une nouvelle fois, la résistance du peuple palestinien est attaquée. C'est une certaine «section phalangiste internationale» qui a revendiqué ce criminel attentat.



La Librairie Arabe devant laquelle Mahmoud Saleh, était assassiné voici un mois.

Voir p.6

**Fourcade
aux
Invalides**

Dix heures sonnants. Le Ministre et sa suite, le PDG de la RATP et ses collaborateurs inaugurent les céramiques et les escaladors flamboyants de la station «Invalides». Grand jour pour la RATP qui fête la jonction des plus longues lignes de son réseau, St-Denis-Châtillon et Balarud-Créteil. Les Parisiens l'ont attendue pendant des années.

Sans rien ôter à la pompe et au cérémonial de l'inauguration, Fourcade aurait préféré qu'elle se fasse... à la sauvette. Histoire de ne pas s'attirer les foudres des tramontans de la ligne 13-14 qui ont l'esprit revêche ces derniers temps depuis qu'on a allongé la ligne, sans allonger... les effectifs.

Raté. Les conducteurs s'étaient donné le mot. Arrêt spontané des rames pendant un quart d'heure hier matin. Le temps d'une inauguration, le ministre aura aperçu le bout du tunnel...

J.L.



le mozambique nouveau en construction

Par J.P. Champagny

-1-

3^e Congrès du FRELIMO

«Conquérir l'indépendance totale et complète»

Du 3 au 7 février, le Front de Libération du Mozambique tient son 3^e Congrès. Il revêt une importance particulière : c'est le Congrès du lendemain de l'indépendance et il doit donc définir les bases de la construction du Mozambique nouveau, dans tous les domaines. La lutte menée par le peuple mozambicain, sous la direction du FRELIMO, a un caractère exemplaire, à bien des égards pour les peuples d'Afrique, et notamment parce qu'elle a su mettre en avant dans le cours de la guerre pour l'indépendance, comme après l'indépendance, la nécessité de l'alliance ouvriers-paysans et de la lutte contre les classes exploiteuses.

Sans triomphalisme, mais avec vigilance, le FRELIMO entend mener ouvertement, y compris en son sein, la lutte de classes,

devenue encore plus aigüe après l'indépendance du pays. L'avenir du Mozambique nouveau, dépend de la consolidation de cette orientation politique et aussi de sa fermeté vis-à-vis non seulement de l'impérialisme, mais également du social-impérialisme, qui, depuis l'aventure angolaise, à brutalement affirmé ses visées et multiplié ses pressions et ingérences en Afrique Australe.

Après avoir examiné les grandes questions qui sont placées au centre des débats du 3^e Congrès, nous donnerons, dans les articles à suivre, et à partir de témoignages directs, quelques aperçus sur la lutte en cours pour la construction d'un Mozambique nouveau, à la campagne et dans le domaine de l'enseignement.

LE 3^e CONGRÈS DU FRELIMO

Jeu 4 a commencé à Maputo le troisième Congrès du Front de Libération du Mozambique (FRELIMO). Le premier Congrès avait fondé le Front en septembre 1962. Là furent définis les objectifs du FRELIMO : organiser le peuple mozambicain pour liquider totalement le colonialisme portugais et conquérir l'indépendance. Le deuxième Congrès s'est réuni dans une zone libérée en juillet 1968. Ce congrès définit et précise la stratégie du 1^{er} Congrès : pour conquérir l'indépendance en libérant le pays de la domination coloniale impérialiste, il devenait fondamental de lutter en même temps contre l'exploitation.

Le troisième Congrès est le Congrès de la victoire sur le colonialisme : le Mozambique, grâce à plusieurs années de lutte armée a chassé le colonialisme portugais et a conquis l'indépendance ; la lutte pour la suppression de l'exploitation est largement engagée. Ce Congrès doit définir les objectifs du FRELIMO à l'étape actuelle.

Pour avancer dans l'organisation des classes travailleuses et conquérir l'indépendance totale et complète. Les problèmes actuels de la stratégie du FRELIMO se trouvent résumés dans les thèses qui vont être présentées au Congrès.

LES CONQUÊTES DE LA RÉVOLUTION MOZAMBICAINE

Depuis la proclamation de l'indépendance, le 25 juin 1975, des mesures essentielles pour lutter contre l'exploitation ont été prises. La nationalisation des grands domaines, à la suite du départ des colons, donne la perspective de l'instauration du pouvoir des travailleurs à la campagne avec la fondation de «villages communautaires». Dans les villes, la nationalisation du sol et des immeubles locatifs permet

de satisfaire les besoins du peuple en logements décentes ; enfin, le nouvel Etat du Mozambique a placé sous son contrôle direct les secteurs de l'éducation et de la santé. Dans les usines encore aux mains des capitalistes, le FRELIMO impulse la formation de «groupes dynamisateurs» ouvriers qui ont un rôle de contrôle et de surveillance préparant pour l'avenir la direction effective de la classe ouvrière.

L'ÉTAPE ACTUELLE DE LA LUTTE

Au cours de la huitième session de son Comité Central, l'année dernière, le Frelimo définissait la situation par l'aiguement de la lutte de classes, conséquence directe des premières mesures qui touchent le capitalisme et l'impérialisme. L'agression extérieure, qui s'est développée ces derniers mois par l'intermédiaire des racistes de Rhodésie, n'est qu'un aspect de cette offensive de l'impérialisme.

Les éléments de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie qui agissent à l'in-

terieur du pays, en attaquant par tous les moyens le Frelimo, en créant des divisions de toutes sortes, régionalistes, racistes, religieuses, en colportant des ragots et en sabotant l'économie, sont les plus dangereux.

Leur influence et leurs manœuvres trouvent un terrain favorable dans les villes, en particulier dans le Sud : en effet, si le travail politique du Frelimo a pu s'exercer longtemps et de manière approfondie dans les zones

libérées du Nord, il n'en est pas de même dans le reste du pays maintenu sous l'emprise directe du colonialisme jusqu'à la veille de l'indépendance.

L'action de la bourgeoisie (petite et moyenne) se fait sentir dans l'appareil d'Etat, soit par l'action consciente d'individus, soit par la routine et l'imitation des modèles coloniaux. A ce sujet, le Frelimo remarque que, dans la période de la lutte armée, tous les problèmes se résolvait grâce à la mobilisation consciente des masses : dans la période actuelle, on doit s'inspirer de l'expérience acquise à cette époque pour s'attaquer aux problèmes de la lutte de classes aujourd'hui. Le rapport du Comité Central (février 1976) soulignait : «Toute la technique de gestion et d'administration est une science de classe : il n'y a pas de technique neutre qui puisse être utilisée par nous comme elle l'était par l'ennemi... il faut orienter le recrutement pour les structures de l'appareil d'Etat à partir du critère fondamental de la confiance politique et de la défense des intérêts du peuple et de la révolution».

LA LUTTE DE CLASSES AU SEIN DU FRELIMO

Dans ses textes, le Frelimo manifeste une conscience aigüe du fait que la lutte de classes qui se développe actuellement dans le pays le traverse également, soit que des militants de la période de la lutte armée ne soient pas conscients des enjeux de la nouvelle étape, soit que des éléments bourgeois s'infiltrerent ; les cadres et les dirigeants du Frelimo constituent une cible de choix pour la bourgeoisie dans ses tentatives de corruption et de restauration.

A ce sujet, le Frelimo déclarait l'année dernière :

«Cet effort effréné de l'impérialisme pour trouver des alternatives qui lui soient plus favorables au sein de l'organisation va se

La pression de la bourgeoisie et de l'impérialisme s'exerce également à travers la structure même de l'économie léguée par le colonialisme : elle était orientée vers l'exportation de produits mozambicains et l'importation de biens d'équipement des pays impérialistes. De plus, le Portugal a développé de multiples liens avec l'Afrique du Sud : succursales de trusts sud-africains, transports, fourniture d'énergie, importation de main-d'œuvre mozambicaine. Loin de remettre en cause ces liens au moment de l'indépendance du Mozambique, le régime de Vorster les a au contraire maintenus, cherchant même à les développer pour garder un moyen de chantage. Pour le Frelimo, il s'agit aujourd'hui, alors que le pays est encore contraint de dépendre économiquement à bien des égards de l'Afrique du Sud, de mener une lutte ardue et complexe pour parvenir au plus vite à compter sur ses propres forces ; là encore, il s'appuie sur l'expérience acquise dans les zones libérées, le travail d'explication auprès des masses, la mobilisation populaire.

poursuivre et s'intensifier. Seul, le renforcement des méthodes de travail collectif, la pratique constante de la critique et de l'autocritique, le combat permanent contre le libéralisme, permettront de repousser cette dangereuse offensive de l'ennemi... Dans le passé, ce fut la lutte de classes qui a joué le rôle d'agent accélérateur de la transformation des consciences. Aujourd'hui, la bataille fondamentale qui se développe est celle de la reconstruction nationale par le processus de la production et de la lutte des classes. C'est seulement en nous engageant activement dans cette bataille que nous pourrions assumer la dimension de la phase présente et tremper notre conscience au feu des tâches nouvelles».



Samora Machel

LES THÈSES DISCUTÉES POUR LA PRÉPARATION DU 3^e CONGRÈS

PREMIÈRE THÈSE

Dans la phase présente de domination impérialiste, le Mouvement de Libération Nationale ne peut mener à bien sa tâche historique que lorsqu'il assume, pratique et développe de manière créatrice l'idéologie scientifique des classes travailleuses et intègre la lutte de libération à la lutte générale contre le système d'exploitation.

DEUXIÈME THÈSE

La conquête du pouvoir par les classes travailleuses mozambicaines a intensifié la lutte des classes sur le plan national et simultanément a augmenté l'agressivité de l'impérialisme contre notre pays. (...)

Face à l'ennemi dont la nature est de commettre des crimes et de nous agresser, la stratégie juste est de combattre la réaction, quand elle est faible, de l'empêcher de se consolider, de la désorganiser quand elle se concentre encore pour nous attaquer, d'organiser le peuple pour écraser l'ennemi.

TROISIÈME THÈSE

La Démocratie Populaire est pour notre peuple l'étape historique dans laquelle nous consolidons la base idéologique et nous édifions la base matérielle pour le passage au socialisme.

QUATRIÈME THÈSE

Pour mener à bien cette tâche, s'impose la création et l'organisation du Parti d'avant-garde, de l'alliance ouvriers-paysans, dirigé par l'idéologie scientifique du prolétariat.

CINQUIÈME THÈSE

En prenant l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dynamisateur, en faisant de l'édification de l'industrie lourde, le facteur décisif de la bataille pour rompre avec la misère et la domination impérialiste, nous édifierons la base matérielle de la Démocratie Populaire.

SIXIÈME THÈSE

La Révolution mozambicaine est partie intégrante de la Révolution Proletarienne Mondiale. L'Internationalisme est une constante majeure et fondamentale de notre Révolution.

SEPTIÈME THÈSE

Comme force dirigeante de la société et de l'État, le Parti FRELIMO, doit guider, mobiliser et organiser les larges masses dans la tâche d'édification de la Démocratie Populaire, mener à bien la construction de l'appareil d'Etat qui matérialise le pouvoir de l'alliance ouvriers-paysans, et sert d'instrument pour la construction de la base idéologique, politique, économique, culturelle, sociale de la société socialiste.

Gouvernement Giscard-Mitterrand ?

Tous les partis y pensent

«On semble envisager que les institutions puissent fonctionner normalement avec monsieur Mitterrand comme premier ministre», écrivait Chirac à Barre le 27 janvier. «J'accomplirai mon mandat présidentiel pour la durée où il m'a été confié. S'il y a une majorité démocratique des Français qui fait le choix d'une certaine politique, naturellement, il sera tenu compte de la volonté démocratique des Français», précisait en réponse Giscard d'Estaing à propos de «l'hypothèse d'une victoire de l'opposition». Du côté de la «majorité», un thème majeur des contradictions en présence prenait ainsi tout son relief ces derniers jours : celui de l'éventualité d'un gouvernement Giscard-Mitterrand.

La polémique, lancée à droite, commence à avoir de sérieuses retombées dans l'union de la gauche. Gaston Defferre, dont c'est la fonction au parti socialiste de dire tout haut certains projets qui se préparent tout bas, était interviewé hier matin à la radio. «C'est François Mitterrand qui sera premier ministre. C'est à lui que revient ce poste et à nul autre. Vous me posez la question de savoir si nous acceptons de gouverner avec monsieur Giscard d'Estaing comme président de la République. Ma réponse est simple, claire ; c'est : oui».

Bien sûr, il précise quand même que le PS ira au gouvernement «avec les communistes et les radicaux de gauche». Mais Marchais est-il prêt à participer à pareille entreprise ?

LES INQUIETUDES DE L'«HUMANITÉ»

Ainsi s'éclairent, s'il en était encore besoin, les difficultés rencontrées par l'union de la gauche dans la préparation des élections municipales. Ce n'est pas

seulement un rapport de forces immédiat entre PS et PCF qui est en cause : c'est bien la question de savoir si les socialistes gouverneront avec ou sans Marchais en cas de victoire aux élections législatives. Déjà, «l'Humanité» s'inquiète quotidiennement des «constructions politiques» que prépare Giscard ; sans plus de précision, mais chacun comprend facilement.

Le colloque organisé au mois d'octobre entre les dirigeants socialistes et le patronat l'avait clairement montré : celui-ci est prêt à les accepter au gouvernement. A une condition, c'est qu'il y accède sans leur partenaire révisionniste. A la même époque, les responsables du PS, de Rocard à Mitterrand, adoptaient une position modérée à l'égard du plan Barre, souhaitant ouvertement sa «réussite». Depuis, les querelles bruyantes de la droite, les imperceptibles mouvements dans l'union de la gauche, ont abouti à une situation politique bloquée, et qui le restera jusqu'aux prochaines élections.

BLOCAGE SUR TOUTE LA LIGNE

D'une part, le parti socialiste, tout en se montrant sensible aux avances giscardiennes, doit perpétuer, au moins jusqu'aux législatives, son union avec le PCF. D'autre part, Giscard, tout en préparant les ouvertures au PS, se ménage la possibilité de gouverner avec la «majorité» actuelle au moins jusqu'à l'automne. Cependant, le PCF, qui risque de se trouver le dindon de la farce, se voit contraint, tout en préparant l'opinion à l'éventualité d'une rupture de l'union de la gauche, de déployer tous ses efforts pour la maintenir, donc d'éviter des polémiques trop ouvertes. Et le RPR, de son côté, prépare son avenir de grand parti d'opposition de droite sans pouvoir vraiment ouvrir la crise, au risque de passer pour le fourrier du gouvernement Mitterrand.

Incertain de l'issue, vers laquelle ils s'acheminent pourtant chaque jour plus nettement, les quatre blocs de la vie parlementaire française se trouvent les uns et les autres condamnés de la sorte à un certain immobilisme. Les partis du programme encore commun, pour des raisons électorales qui leur sont propres à chacun, bloquent systématiquement, par directions syndicales interposées, tout développement significatif des luttes contre l'austérité. La confiance patronale dans le gouvernement reste des plus fragiles, à l'heure où la durée de sa vie est encore incertaine.

VERS L'EXPLOSION ?

Dans le round d'observation en cours, se trouvent en germes des développements nouveaux de la lutte des classes : que vienne, comme c'est possible, à être levée l'hypothèque du programme commun, et la classe ouvrière, questionnant le parti révisionniste sur l'impasse où il l'a menée, pourrait, par son action, mettre en cause les solutions politiques que la bourgeoisie est en train de préparer. Le premier ministre n'a pas voulu l'avouer hier ; mais, dans les états-majors, ce que l'on craint au fond, c'est que du blocage actuel, naisse un jour l'explosion.

Jean Lernet

«Le plan Barre, c'est moi...
...mais il n'est pas suffisant»

CHIRAC ATTAQUE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE GISCARD

Sous la signature de Jacques Chirac, «Le Monde» publie un très long texte économique. C'est la première fois depuis son départ de l'hôtel Matignon que Chirac aborde aussi précisément ces questions. Il s'était jusqu'à présent contenté de dire son soutien au plan Barre, sans plus de précision. Aujourd'hui, Chirac ramène le plan Barre à une simple mesure conjoncturelle certes efficace, mais absolument pas suffisante pour faire redémarrer l'économie nationale !

Or, lors d'une de ces dernières conférences de presse, Giscard n'évoquait-il pas la «croissance civilisée», qui «sera effectivement une moindre croissance en termes de quantité».

Un nouveau pas est franchi dans le développe-

Barre avait critiqué le plan de relance et de soutien de Chirac en septembre 75. Giscard, lui, dans sa conférence de presse, avait souligné que l'un et l'autre avaient été justes en leur temps. Evidemment, Chirac ne loupe pas une telle occasion d'opposer Giscard à son premier ministre. «Je rappellerai que ce n'est pas sans une étude très sérieuse que le Président de la République (...) a lancé le plan de soutien à l'économie». Barre minimise les problèmes du commerce extérieur, Chirac y voit un des obstacles principaux aujourd'hui. Alors que toutes les déclarations gouvernementales consistent à souligner que le plan Barre prend le bon chemin et qu'on peut envisager le bout du tunnel, Chirac voit la situation en 77 comme très difficile : le chômage augmentera (il cite le chiffre de 200 000 chômeurs supplémentaires), la morosité des chefs d'entreprises est et restera grande («les chefs d'entreprises font état depuis l'été dernier d'un pessimisme croissant chaque mois, prévoyant une baisse de leur production, un alourdissement de leur stock, et une réduction de leurs carnets»), le moindre soubresaut dans la situation du pays suffit désormais à provoquer un flottement à la baisse de la monnaie.

Pour Chirac, le plan Barre est donc une bonne mesure, d'ailleurs inspirée très directement par lui : «Après mon plan de soutien de 75, j'ai fait préparer un programme de remise en ordre de l'économie. Son dernier état, tel qu'il a été résumé dans une note du 10 août 76, est extrêmement proche de ce que sera le plan Barre le 22 septembre», mais cette bonne mesure n'est que conjoncturelle.

Chirac ne se contente pas d'apporter des critiques au plan de redressement de Giscard. Il aborde directement le terrain de la politique économique : d'une part, il s'agit avant tout «d'inspirer confiance», et donc d'avoir un pouvoir politique fort et stable, et d'autre part, l'ère de la croissance n'est pas termi-



Selon Chirac (ici avec Ceyrac), la morosité du patronat grandit depuis son départ.

née : «Certains aujourd'hui veulent voir dans l'essoufflement de la reprise le début d'une ère nouvelle de croissance ralentie (...), il est utile de bien comprendre que dans les années qui viennent la croissance ne sera pas modérée. Elle sera difficile».

ment des contradictions au sein de la «majorité». Chirac cherche à se donner des perspectives économiques, et sur ce point là encore, s'oppose quasiment de front à Giscard.

N. Duvallois

Municipales

ANNE AYMONE COMMIS ELECTORAL

Madame Giscard d'Estaing était hier à Bourg-en-Bresse, en visite officielle. Elle devait inaugurer le Prélion, maison d'inadaptés de l'ADAPEI. Vendredi, elle visitera la Maison de l'Enfance, cette forteresse répressive qui est d'ordinaire impossible de visiter.

En fait, ce séjour à Bourg, sur invitation de Belior, est une véritable opération politique. Belior, dirigeant à Bourg de l'ADAPEI, est un Républicain Indépendant, qui est candidat pour les prochaines élections municipales avec le maire sortant Barberot.

Et la majorité a bien besoin d'une investiture même officielle.

Barberot vient déjà de perdre son siège de conseiller général au profit d'un membre du PS, et en mars, la gauche avec une liste dirigée par le PS (10 PC, 10 PS, 3 MRG, 3 PSU et 7 sans parti) a de fortes chances de l'emporter. De plus, la «Majorité» est divisée : un second candidat, Morin (centriste), membre du Conseil Municipal sortant, va présenter une liste et risque de faire autant de voies que Barberot.

Correspondant

Municipales

C'EST PARTI

C'est bien une petite campagne qui a été ouverte mercredi par la parution en bonne place dans «l'Humanité» d'un article sur la préparation des élections municipales, accusateur pour la direction socialiste. Hier, avec la même importance, et à la même page, le titre était à nouveau : «Aucune exigence du PCF, sauf le respect de l'accord. A Paris, Créteil, Clichy, Sevran, le PS refuse de prendre en compte la volonté des électeurs». Cependant, on trouvait en encadré une citation de Robert Fabre, des radicaux de gauche : «au sein de l'union de la gauche, les discussions sont également difficiles, parce que les exigences socialistes sont excessives».

Mais «l'Humanité» n'excluait pas la possibilité d'un sommet des signataires du programme commun en vue de régler la question des listes «d'union» pour Paris : les radicaux de gauche l'ont demandé, et le parti socialiste n'y est pas forcément opposé. Quant au PCF, sa manière d'en rendre compte semble indiquer qu'il est prêt à s'y rendre : pour les signataires du programme commun, l'union ne peut être rompue si tôt.

POLITIQUE

LE PCF ET L'URSS DES LIBERTES A LA DETENTE

Une fois de plus, mon sieur Kanapa était chargé, dans «L'Humanité» d'hier, d'y aller de son article sur «le débat dans le mouvement communiste international». Il s'agissait à nouveau d'un article soviétique reprochant «la transformation de l'histoire de l'URSS en une série d'erreurs et de défauts», en vue de «supporter et justifier une conception différente et nouvelle des voies conduisant au socialisme».

Naturellement, le dirigeant du PCF y trouvait l'occasion de réaffirmer l'admiration du PCF pour «l'œuvre gigantesque que l'URSS et les autres pays socialistes ont déjà réalisée». Et évidemment, de préciser tout aussi-

tôt : «Nous évoquons les erreurs et les fautes par vigilance politique», et de revenir sur «la substitution de la répression à la discussion à l'endroit de ceux qui expriment et diffusent des opinions différents».

Les divergences sont désormais connues, et l'on sait bien que le PCF a résolu de se donner un visage de champion des «libertés» tous azimuts, y compris vis-à-vis de l'URSS et des pays de l'Est. Mais ce qu'on ne révèle peut-être pas assez, c'est un point qui figure pourtant dans cette même page de «L'Humanité» : la convergence des positions

internationales du PCF avec celles du Kremlin.

Dans un article consacré à la conférence d'Helsinki, Marcel Veyrier fait un certain nombre de reproches au gouvernement français : «Contrairement aux recommandations d'Helsinki, il ne participe à aucune des négociations en cours sur le désarmement».

On rejoint ici les pressions du Kremlin en faveur de la «détente», à l'ombre de laquelle il prépare la guerre en Europe. Telles sont les limites de «l'euro-révisionnisme», et de ses contradictions avec Moscou.

MAIRIE DE PARIS : D'ORNANO S'OBSTINE

Au cours d'une conférence de presse, postérieure à celle où Chirac avait refusé toute idée de liste commune dans les arrondissements «menacés par l'opposition», il a déclaré : «J'ai pris l'initiative pour que, dans les secteurs détenus ou menacés par l'opposition, soient constituées des listes communes. Lundi, le secrétaire général du RPR, Jérôme Monod, a lui-même repris cette idée. Mardi, sans attendre, j'ai donc proposé de désigner une délégation de ceux qui me soutiennent de façon à examiner ces affaires avec les représentants du RPR. Or ce même mardi, Monsieur Chirac, a repoussé cette proposition. Je suis persuadé que les Pari-

siens et les Parisiennes ne comprendront pas qu'après avoir créé par sa candidature une division dans la majorité, il refuse que nous menions un combat commun. Je suis sûr que les Parisiens souhaitent l'union».

Cette tactique qui consiste à recevoir les coups sans trop les rendre, en

présentant systématiquement Chirac comme le responsable de la division de la droite à Paris, pourrait se révéler quelque peu payante à terme.

En attendant, le candidat RPR a reçu le soutien de deux groupuscules : les «démocrates pour la V^e république», et «présence socialiste».

Dans une conférence à l'école supérieure des sciences économiques et commerciales, Stoléru, l'homme qui ne travaillait pas que manuellement, a calculé : «Si l'on appelle A l'électorat de monsieur Marchais, B celui du monsieur Mitter-

rand, C un électorat auquel nous ne donnerons pas de nom, et D l'électorat de monsieur Chirac, il est clair aujourd'hui que B+C est supérieur à A+D. Un bon mouvement : donnons franchement le nom de monsieur Giscard d'Estaing à l'électorat C.

LUTTES OUVRIÈRES

LIP

VERS LE RACHAT DE L'USINE PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES ?

De longs palabres animaient hier encore les travaux du Conseil Régional de Franche-Comté à nouveau sous la houlette d'Edgar Faure : il s'agissait de trancher le problème épineux de la vente des terrains et des locaux de l'usine Lip de Palente. La proposition émane de la municipalité socialiste de Besançon. L'usine est mise à prix, un million, selon l'estimation d'un des syndicats. Bénéficiant d'une propriété d'enchères, les différentes instances locales se sont prononcées en faveur du rachat des murs de la manufacture de Palente. Reste à obtenir l'accord du conseil régional qui peut débloquer les fonds nécessaires. Ce rachat éventuel n'est pas du tout indifférent aux «Lip», qui se sont chargés de le montrer d'éclatante manière mercredi et hier encore en manifestant devant les portes de la préfecture. Non pas que la vente des terrains et des murs signifie que soit trouvée une issue industrielle permettant le redémarrage de l'usine, mais cette solution aurait l'avantage d'écartier toute menace d'expulsion des travailleurs qui continuent d'occuper les locaux.

Pour l'heure, Edgar Faure, se faisait tirer l'oreille pour donner le feu vert au déblocage des fonds qui permettraient ce rachat. «Les Lip» attendent «l'aider» à précipiter cette décision.



LIP : «Lip, pas un seul licenciement».

PTT - BOURSEUL

UN AVANT-GOÛT AMER DU «PROGRAMME COMMUN»

Hier, la quarantaine d'employés à statut «hôteliers» de la cantine des chèques postaux de la rue Bourseul (Paris 15^e) s'est mise en grève illimitée, à l'appel de sa section CGT, avec, comme revendications principales le treizième mois et 180 F d'augmentation pour les hommes et 150 F pour les femmes.

Tout le personnel est largement mobilisé et uni derrière sa section CGT combative. Pour maintenir un lien avec les employés des chèques, le personnel continue à servir des sandwiches et des boissons froides.

La section CGT des chèques, qui est majoritaire au conseil d'administration de la cantine, se contente

d'exiger de l'administration que la totalité du personnel de la cantine ait un statut d'agent des PTT. La CFDT quant à elle, assure son soutien à la grève.

Pourtant, une telle grève dans les PTT est un événement. En effet, depuis deux ans, la fédération des cantines PTT est gérée à majorité par la CGT. Depuis deux ans également, la fédération CGT vante à tous les postiers les avantages de leur «gestion démocratique». En effet, un accord «exemplaire», basé sur l'indice CGT, a été signé entre la fédération des cantines PTT et la fédération CGT du personnel hôtelier. Cet accord serait même, nous dit-on, un avant-goût du programme commun !

Il semble que cet avant-goût soit amer pour le personnel hôtelier. Certains employés ne touchent que 1 900 F pour un travail particulièrement pénible. Il reste à organiser la solidarité des employés des chèques, qui protestent fréquemment contre le prix du repas. Cette solidarité ne saurait manquer. Il reste à exiger que la gestion des cantines par les syndicats ne soient plus un apprentissage de la gestion capitaliste, ni une vitrine pour le «programme commun», mais un moyen de mobiliser les postiers dans leurs luttes contre l'administration.

Corr. Chèques - Paris

LE CHOMAGE S'AGGRAVE POUR LES JEUNES DU TECHNIQUE

Certains se rappelleront sans doute comment la jeune Marylène Gauthier, dix-huit ans, chômeuse à la recherche de son premier emploi indisposa Giscard mardi dernier lors des «Dossiers de l'écran». Elle lui fit simplement, mais très nettement, le récit de ses difficultés à trouver un emploi, étalant au passage les pièges et les supercheries de l'apprentissage professionnel. Ce à quoi Giscard ne trouvait autre chose à répondre qu'il ne pouvait traiter des «cas particuliers».

Et pourtant, ils sont de plus en plus nombreux ces «cas particuliers» qui, le CAP ou le BEP en poche, ont de moins en moins de possibilité de trouver un emploi. Giscard devrait de temps à autre prendre connaissance des statistiques publiées sur ce sujet par son ministère de l'éducation, comme celles qui

viennent d'être éditées et qui montrent que le nombre des élèves trouvant un emploi immédiatement après l'école n'a cessé de baisser de 73, à 76, alors que pendant ce temps le nombre des chômeurs de tous âges augmentait de manière vertigineuse.

Qu'on en juge par quelques chiffres :

En 75-76, après un CAP de trois ans, 64,8 % des élèves trouvaient un emploi (contre 78,2 % en 71-72), 15,4 % n'avaient pas d'emploi (contre 6,4 % en 72-73), 7,1 % redoublaient (contre 4,1 % en 71-72) et 4,4 % partaient au service militaire (contre 2,7 % en 71-72).

Après un BEP ou un CAP en deux années, 52,5 % trouvaient un emploi (contre 66,1 % en 71-72).

Et Giscard, mardi soir, avait tout de même le front d'affirmer que le chômage s'était «stabilisé» !

LE CONGRÈS DU SGEN SE PRÉPARE...

C'est sur le campus universitaire de Grenoble que se tiendra du 28 au 31 mars prochain le Congrès National du SGEN-CFDT. Le Syndicat Général de l'Éducation Nationale verra ses travaux précéder de la réunion des Congrès d'Académie et des sections nationales professionnelles (tel le CNRS, par exemple). Les orientations des trois années à venir seront déterminées à Grenoble pour toutes les catégories enseignantes et non-enseignantes de l'Éducation Nationale.

77 sera également l'année du 40^e anniversaire de la fondation de ce Syndicat Général affilié à la CFDT et dont les orientations et directions ont été, dans de nombreux cas déjà, largement renouvelées (avec parfois l'apport de militants venus de la FEN parce qu'en opposition avec le réformisme pesant du SNI).

La proximité des échéances législatives de 78 devrait marquer les travaux, ainsi que les problèmes posés par la réforme Haby et le bilan des initiatives menées avec les syndicats ouvriers de la CFDT («École ouverte» et «chômage des jeunes»).

On peut s'attendre aussi à ce que l'opposition concrétisée au 37^e Congrès CFDT d'Annecy trouve un notable écho dans celui du SGEN.

RENAULT-BILLANCOURT

A peine 2 000 travailleurs au meeting CGT-FO-CGC...

UNE GIFLE À LA TACTIQUE RÉVISIONNISTE D'ÉTOUFFEMENT DES LUTTES

Voilà une semaine déjà que les travailleurs du 12-74, l'atelier de ferrage de Renault-Billancourt, ont repris le travail au terme d'une semaine de grève. Sans avoir obtenu de résultat significatif quant à leurs principales revendications : une augmentation de 300 F pour tous, l'embauche d'effectifs supplémentaires, la suppression de nouvelles charges de travail. Tout au plus, la direction avait-elle consenti à affecter durablement dans cet atelier, des ouvriers remplaçants...

Maigre résultat en effet pour les quelques 500 grévistes qui durent faire face à des calomnies signées du P«C»F, les accusant d'être «manipulés par la direction». La direction CGT de l'usine, désavouant la section syndicale de l'atelier, s'était délibérément dressée contre toute initiative allant dans le sens d'une solidarité élargie aux grévistes. «Pas question de se lancer dans des initiatives inconsidérées», avait-elle lancé, multipliant les courbettes pour que les patrons de la Régie veuillent bien «régler au plus vite (et à n'importe quel moment du jour et de la nuit) ce petit conflit d'atelier sans conséquence... Cela n'a pas été sans aviver la colère d'un certain nombre de militants cégétistes de Renault-Billancourt qui s'opposèrent sévèrement à leur direction syndicale.

Justement, les responsables CGT ont essayé de se tirer à bon compte de ce mauvais pas, en appelant, le jour même de la reprise, le mercredi 25 janvier, l'ensemble des travailleurs de la Régie à «préparer» un rassemblement de masse, conjointement avec FO et la

CGC, en signalant de manière voyante et méprisante, le refus de la CFDT de s'associer à ce débrayage-sou-pape.

Ce meeting s'est donc tenu à la gare routière mercredi dernier dans la matinée, soit... huit bons jours après l'appel lancé !

C'est ce qui explique pour une large part, que ce meeting n'ait rassemblé en tout que 2 000 travailleurs, parmi lesquels on ne remarquait que peu d'OS, les grévistes du 12-74 n'ayant pas fait le déplacement, preuve qu'ils n'en attendaient pas de perspectives pour un affrontement conséquent contre le plan Barre et son application par Verniez-Palliez. Au bout du compte, les interventions des dirigeants FO et CGT (celui-ci ressortant pour l'occasion les vieilles rengaines anti-gauchistes) se sont achevées dans l'indifférence générale. La direction de la CGT-Renault qui se flattait

d'avoir reconquis quelques suffrages aux élections professionnelles juste avant que ne démarre la grève du 12-74 et qui voulait voir là la marque d'un soutien des travailleurs à sa tactique face à la direction, s'est vue infliger là un vigoureux démenti. Les travailleurs ne veulent pas de cette tactique d'isolement et d'étouffement des luttes. L'idée au contraire fait son chemin qu'il n'y a pas de succès possible et significatif pour les revendications aujourd'hui sans une lutte offensive, au coude à coude, des travailleurs de tous les secteurs de la forteresse ouvrière de Billancourt.



Paris Rhône (Lyon) :

A QUOI SERVENT LES E.R.A.C.T. ?

Depuis le mois de septembre, la Direction met en place les «Équipes de Recherche pour l'amélioration des conditions de travail (ERACT)». Les premiers groupes fonctionneront dès janvier 77. Dès maintenant, la maîtrise demande à quelques ouvriers de participer à ces équipes.

La Direction essaie de faire croire qu'elle se préoccupe d'améliorer les conditions de travail des ouvriers. Qu'en est-il exactement ?

LA LOI DE DÉCEMBRE 73 N'EST PAS APPLIQUÉE À PARIS-RHÔNE

Depuis décembre 73, la loi prévoit que, dans les grosses entreprises, doit être créée obligatoirement une commission issue du Comité d'Entreprise «pour l'amélioration des conditions de travail» ;

Cette commission doit être présidée par un membre du Comité d'Entreprise. Ses membres sont choisis par le CE.

L'employeur doit lui rendre compte 2 fois par an des réalisations effectuées et des prévisions. Il doit se justifier

pour ce qui n'a pas été fait.

Cette commission obligatoire, est du même type que le Comité d'Hygiène et Sécurité. Même si le patron limite tant qu'il peut les possibilités d'action des membres ouvriers du CHS :

- Pas d'heures de délégation spéciale pour l'hygiène et la sécurité.

- Pas d'autorisation d'arrêter les machines dangereuses. Il ne peut empêcher que les organisations syndicales contrôlent les travailleurs du CHS (les membres ouvriers du CHS étant choisis par le syndicat).

Or, à Paris-Rhône, cette commission n'existe toujours pas.

Paris-Rhône met en place une organisation parallèle qu'il pourra contrôler en toute tranquillité : les ERACT.

L'aspect principal de ces groupes ERACT est «qu'ils échappent au contrôle des organisations syndicales». Ces groupes se composent d'un chef d'atelier, d'un contremaître, un agent des méthodes, un chef d'équipe et... 2, 3 ou 4 ouvriers «choisis» par le chef d'atelier.

Les délégués seront admis à y participer à condition qu'ils se tiennent tranquilles, a déclaré en gros M. Bremond, le patron.

On voit ce que cela veut dire quand on sait que la direction a licencié une trentaine d'ouvriers (après la grève de novembre 75), coupables d'avoir lutté pour l'amélioration des conditions de vie de tous leurs camarades et de s'être attaqué aux profits de l'entreprise.

EN FAIT LE BUT DES E.R.A.C.T. EST POLITIQUE : CRÉER SUR L'USINE UN CLIMAT DE COLLABORATION ENTRE LES OUVRIERS ET LA DIRECTION

La direction mettra le prix pour que ça marche : on sait que, au départ, les crédits accordés à ces groupes seront élevés, pour que des réalisations positives dans l'amélioration des conditions de travail endorment la méfiance des travailleurs.

A long terme, il ne faut pas négliger la possibilité que le patron s'appuie sur certains travailleurs ayant collaboré aux ERACT pour s'opposer aux luttes des travailleurs (à l'exemple du Comité Anti-Grève en novembre 75).

Que pourront donc réclamer des ouvriers, noyés au milieu de la maîtrise, pour améliorer les conditions de travail, sans toucher aux profits de la direction, c'est-à-dire sans jamais poser les problèmes essentiels : cadences, durée du travail, pauses. De plus, la décision finale appartiendra au chef d'atelier qui décidera seul de la réalisation de telle ou telle proposition.

Pour la CFDT de Paris-Rhône, le problème est clair :

Elle appelle à ne pas participer à ces équipes de recherche sur l'amélioration des conditions de travail et à réclamer que les délégués au CHS aient des possibilités d'action plus élargies : heures de délégation, arrêt des machines dangereuses.

Extraits d'un document de la section CFDT Paris-Rhône (Lyon)

CONTRE LE PLAN BARRE ET LA «RESTRUCTURATION CAPITALISTE»

RIPOSTE DES TRAVAILLEURS DES FORGES DE BASSE-INDRE !

Depuis plus d'un mois, les ouvriers de Basse-Indre mènent la lutte contre l'austérité et la crise imposée par les directions patronales.

Vendredi dernier, toute l'entreprise (2000 ouvriers) étaient en grève à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT. Dans son coin, FO appelait séparément au débrayage.

Les Forges de Basse-Indre sont une unité importante pour la métallurgie lourde nantaise.

Avec ses laminoirs ultra-modernes (identiques à ceux d'Usinor-Dunkerque), l'usine produit essentiellement des aciers perfectionnés à partir de l'approvisionnement facile des matières premières.

L'usine est située juste en face le port «en eaux profondes» de INDRET, et permet l'importation de l'acier et de la fonte à bas prix pour la direction ;

Les caristes et les pontiers de l'usine, effectuent un travail pénible, déqualifié et sous-payé et sont en lutte pour obtenir une nouvelle grille des salaires.

La semaine dernière, la Direction de Basse-Indre annonce le déplacement de 7 régleurs dans les autres usines du groupe : à S.A Carnaud de Nantes, à Rouen, Caen, Concarneau, Lyon ou Béziers.

Suite à un débrayage, la direction a reculé en proposant le maintien de trois travailleurs sur sept. Proposition refusée par les ouvriers qui maintiennent leurs exigences :

- Maintien de tous les régleurs à l'usine de Basse-Indre.
- Droit de vivre et de travailler au pays !

(extraits APL-Ouest)

Sidérurgie lorraine : 13 000 licenciements ? La CFDT «parle» d'actions dures et soutenues si le plan patronal n'est pas annulé

Il y a deux jours, on apprenait le plan détaillé des licenciements envisagés par le patronat de la sidérurgie lorraine : 9 000 dans les trois ans à venir. Mais en quelques jours, les choses sont venues encore se préciser... en hausse ! Selon des sources dignes de foi, il s'agirait maintenant de 13 000 !

De l'Estoile, directeur général de l'industrie, qui doit rendre ses conclusions à Barre, fin février, s'entretenant hier et avant hier avec le patronat de la sidérurgie, déclarait qu'une des solutions qui pouvait être envisagée serait «d'amener la sidérurgie à réduire ses effectifs de 24 000 personnes d'ici 1980, et parallèlement de réaliser 12 millions d'investissements pour redevenir compétitive». Encore des chiffres en hausse qui risquent peut-être de ne pas en rester là d'ailleurs d'ici un mois ! Et Durand Rival l'a dit : «Quelque soient les moyens à employer, ces réductions sont indispensables». Il n'y a donc aucune illusion à avoir ! Seule une lutte d'ampleur, immédiate peut arrêter ce plan. A ce propos, la CFDT, par la bouche de Michel Roland entendrait «mener une action dure et soutenue qui pourrait aller jusqu'à l'occupation des usines touchées par la restructuration». Voilà, quoique limitée, une première perspective de lutte indispensable. Une autre chose est que la confédération CFDT la mette en œuvre ! L'expérience de 67 et 71 pose quelques questions de ce point de vue ! Sur place, par contre, les militants CFDT n'en restent pas aux déclarations : les discussions sur le tas se multiplient, les militants tournent dans les services «pour voir de quelle manière agir» dans la mobilisation, «sans quoi, comme on le souligne dans les ateliers, le plan risque de passer facilement». C'est le cas aussi de nombreux militants CGT de base, convaincus eux-aussi que la riposte ne doit pas attendre !

R. F.

RÉUNION DE LECTEURS PARIS BANLIEUE-NORD

Les lecteurs du Quotidien du Peuple débattront de leur journal avec des camarades de l'équipe du Quotidien.

VENDREDI 4 FÉVRIER à 20 h 30

77, rue Henri Barbusse
Bus 139 arrêt Barbusse

INFORMATIONS GÉNÉRALES

1 mois après l'assassinat de Mahmoud Saleh

les sionistes récidivent en toute impunité

ATTENTAT CONTRE LA LIBRAIRIE PALESTINE

Ainsi, les ennemis de la Révolution palestinienne ont encore frappé, à peine un mois après avoir assassiné Mahmoud Saleh, responsable de la librairie arabe. Le meurtre était explicitement signé par les sionistes, mais la référence aux phalanges libanaises que se donnent les auteurs de l'attentat contre la librairie palestinienne ne constitue pas une grande différence quand on sait la collusion ouverte des Phalanges avec les sionistes.

La série des crimes et des attentats perpétrés par les sionistes ou leurs complices ne cesse de s'allonger. Rien d'étonnant à cela : l'impunité dont jouissent leurs auteurs ne peut que les encourager à continuer. Les assassins de Mahmoud Hamchari courent toujours, ceux de M. Boudia, de Koubaissi également. Quant

à l'activité déployée par la police après le meurtre de M. Saleh, elle a consisté à arrêter le représentant de l'OLP, Abou Daoud !

Cette fois encore le peu d'empressement apporté par la police à la recherche des coupables est flagrant. Une ou deux questions rapides aux témoins du genre «vous n'avez pas vu passer une voiture à ce moment là ?» et c'est tout. Or un témoin a remarqué la veille un homme en complet bleu qui observait longuement la librairie depuis le café situé en face. On peut au moins se poser quelques questions à son sujet. Rien n'a été fait les fois précédentes alors que la police disposait d'indices sérieux. Il y a tout lieu de croire qu'on s'achemine vers une nouvelle affaire classée.

DANS LE QUARTIER EMOTION ET COLÈRE

Au moment de l'explosion, quelques personnes étaient attablées dans le café juste en face de la librairie.

«Je venais à peine de garer ma voiture, pas loin de la librairie quand ça a explosé. Le bruit a été terrible ; ajoutez le fracas des vitres : on aurait dit un bombardement. On n'y voyait plus à cause de l'épais nuage de fumée. Des gens descendaient de chez eux, affolés. C'est une chance que personne ne passait devant la librairie à ce moment-là, il y aurait pu avoir des morts !» «Le souffle a été tel que le gaz du percolateur à café s'est éteint» raconte la patronne.

Chacun se souvient de l'attentat qui déjà il y a deux ans avait visé la Librairie Palestine : l'explosion était bien moindre. La librairie diffuse des textes de la Résistance palestinienne et constitue le premier centre d'information sur la Palestine en France.

Beaucoup d'habitants du quartier soulignent que dans un sens, ils s'attendaient à ce qui s'est passé «après l'assassinat du responsable palestinien de la Librairie Arabe, on s'est dit qu'ils allaient continuer. Forcément : on a l'impression que le gouvernement leur facilite le travail. La police ne nous a encore rien demandé...»

«La Librairie doit rouvrir, à mon avis : il ne faut pas céder à l'intimidation».

PELERIN

Barre, qui s'était déjà fait accueillir par des manifestations paysannes au cours de son voyage dans le centre, se rendra les 14 et 15 février dans le sud-ouest. Auparavant, il ira le 5 à Clermont-Ferrand, et le 10 à Lyon.

o INculpATIONS A CLÉRIEUX : Il y a près d'un an, à la manufacture de munitions de Clérier (Drôme), six ouvrières mouraient, victimes d'une explosion. Quatre autres étaient gravement blessées. Le Parquet de Valence vient d'inculper d'homicide involontaire le PDG et deux cadres supérieurs. Pour en arriver à ces inculpations, il aura fallu dix mois ! Le procès risque de ne pas se dérouler avant longtemps...

le vrai visage de la justice libérale

Des poursuites disciplinaires sont engagées contre Mlle Claude Jolly, juge d'instance à Douai. Elle devrait être traduite devant le Conseil Supérieur de la Magistrature. Quatre reproches sont adressés à Mlle Jolly dans le dossier transmis par la chancellerie au Conseil Supérieur de la Magistrature : avoir une production insuffisante, refuser de tenir des audiences, avoir manqué à l'obligation de réserve et rendre une justice «partiale».

Lecanuet s'est alors retourné contre les magistrats grévistes, en laissant à chefs de centre le soin sanctionner les magistrats grévistes «selon leurs propres critères». Guichard pris la suite de Lecanuet. Les magistrats en poste dans le ressort de la cour d'appel de Douai ont reçu des avertissements de leurs supérieurs hiérarchiques. 12 magistrats grévistes ont fait l'objet d'un avertissement et six autres de «sévères observations». Ces sanctions ont été inscrites à leur dossier.

Les menaces contre Claude Jolly constituent un pas supplémentaire dans la répression contre les juges progressistes. Plus encore que l'affaire des pétroliers elle met en pleine lumière le vrai visage de la justice «libérale». Il suffit qu'un juge refuse de se soumettre aux patrons et aux banques qui ordonnent l'expulsion, la saisie, la prison contre les familles qui ne peuvent pas payer, pour que ce juge soit un «gêneur» qu'il faut «casser» ! Car le véritable enjeu est bien là : la bourgeoisie redoute au plus haut point de voir contester sa dictature sur les travailleurs, de voir remettre en cause le moindre aspect du fonctionnement de sa justice de classe.

LE COUP DE FORCE DE GUICHARD

Pour saisir la portée réelle de l'affaire de Douai, il faut remonter à l'affaire Ceccaldi, le magistrat marseillais, muté à Hazbrouck pour avoir tenté de poursuivre les pétroliers. Lecanuet s'était heurté à une grève de la magistrature et avait subi un échec sérieux : la commission de discipline n'avait infligé qu'une réprimande à Ceccaldi pour «manquement à l'obligation de réserve». Ceccaldi a pu demeurer à Marseille et continuer à instruire le dossier que le pouvoir entendait lui retirer.

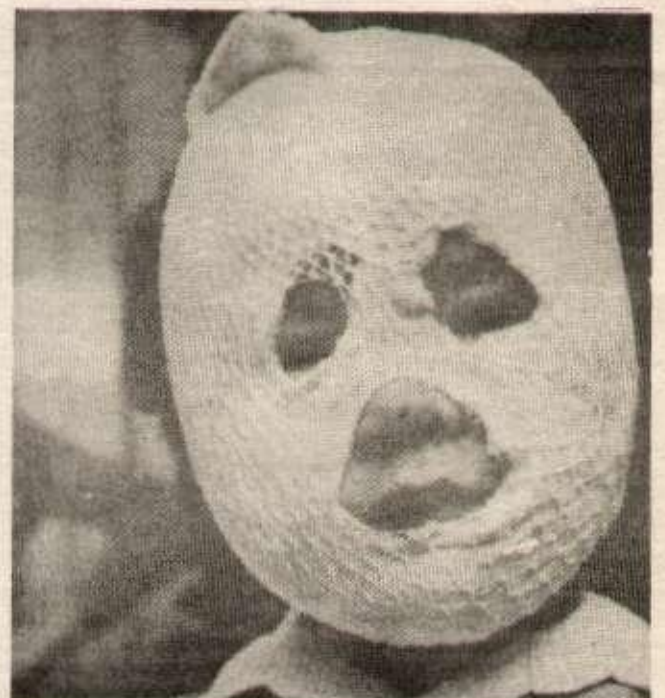
Il lui serait reproché, entre autres, d'avoir relaxé une jeune fille responsable d'un vol de 8,50 F ! D'avoir refusé des créances à des sociétés de crédit et diminué les agios réclamés par une banque ou le montant des frais d'huissiers. Elle aurait accordé également des délais pour les expulsions. En somme on lui reproche d'avoir rendu une justice qui n'écrase pas autant les travailleurs que la bourgeoisie l'exigeait.

En refusant de signer des injonctions de payer, elle n'a pas voulu servir de complice aux racketts légaux quotidiens perpétrés contre les travailleurs. On lui reproche également d'avoir fait connaître, alors qu'elle était juge pour enfants, un rapport dans lequel elle dénonçait les conditions carcérales dans lesquelles vivaient les pensionnaires d'un établis-

Seveso

LES ENFANTS MARTYRISÉS PAR LAROCHE HOFFMANN-GIVAUDAN

Plus de six mois après l'explosion de la cuve de dioxine de l'ICMESA, Seveso fait le compte de ses enfants malades. Une quarantaine d'enfants sont atteints de chloracné ; ils ont le visage boursoufflé de brûlures que le moindre rayon de soleil enflamme. Les visages des enfants de Seveso sont ceux du désespoir pour les médecins qui les soignent : «Nous avons essayé de leur passer de l'huile, de la cortisone, mais il n'y a aucune amélioration. Nous ne pouvons qu'attendre», déclarent-ils. Le professeur Ghetti, directeur de l'office de la santé de Seveso affirme qu'il s'agit «d'une des catastrophes les plus effrayantes du monde, un événement de la taille de Hiroshima». L'avenir des enfants reste plein d'incertitudes. Les spécialistes américains réunis le 23 octobre à Milan, affirment que la dioxine détruit les défenses de l'organisme de l'intérieur. Le désastre semble s'étendre dans la région : 25 nouveaux enfants viennent d'être placés sous surveillance médicale pour altérations



Seveso : le masque-panserment que les enfants malades de Seveso sont obligés de porter.

dermatologiques». Seveso n'a rien appris semble-t-il au trust assassin Laroche Hoffmann Givaudan, propriétaire de l'ICMESA. Une violente explosion s'est produite

mercredi dans une usine Givaudan à Bâle, due à des vapeurs de solvants. Huit ouvriers ont été blessés et trois hospitalisés !

COMMUNIQUÉ DU BUREAU DE LIAISON ET D'INFORMATION DE L'OLP

Après avoir rappelé les faits, le bureau de l'OLP indique :

«Ce n'est pas la première fois que la Librairie est l'objet d'un attentat. A ce propos, le Bureau d'Information et de Liaison de l'OLP constate qu'un plasticien en octobre 1972 avait précédé l'assassinat du représentant de l'OLP, Mahmoud Hamchari et que les attaques contre la Librairie Arabe ont été suivies par l'assassinat de Mahmoud Saleh, qui assurait l'intérim de la représentation de l'OLP en 73. Le bureau de l'OLP à Paris peut donc à bon droit estimer que l'attentat de la nuit dernière annonce d'autres agressions de la part de agents sionistes, tentent de détourner l'attention de l'opinion en diffusant des informations qui n'ont d'autres propos que nuire aux bonnes relations entre les deux peuples frères, libanais et palestiniens. Cette succession d'actes terroristes commis par les sionistes à Paris vise à altérer les relations franco-palestiniennes. L'OLP demande aux autorités françaises de prendre acte de cette situation et de mettre tout en œuvre pour arrêter les coupables et assurer la protection des ressortissants et des lieux palestiniens et arabes à Paris.»

TAKBIRI LIBÉRÉ !

Mohamed Reza Takbiri est enfin libéré. Incarcéré depuis le 5 novembre dernier, le patriote iranien a été libéré mercredi soir contre le versement d'une caution de 20 000 F. La chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris ayant confirmé la décision prise le 12 janvier par le juge Floch. Takbiri était maintenu en détention sur la foi de la simple accusation de Keykavoussin, c'est-à-dire d'un agent de la Savak. La libération de Takbiri est le fruit de la mobilisation des patriotes iraniens, de leurs défenseurs et des révolutionnaires et des démocrates français qui l'ont soutenu. L'échec de la manœuvre du Shah (de même avec Giscard), constitue un encouragement pour développer la lutte contre la complicité de l'impérialisme français et de la dictature fasciste du Shah d'Iran.

Sud Liban

RENCONTRE DES PRESIDENTS SYRIEN ET LIBANAIS

Les présidents Assad de Syrie et Sarkis du Liban se sont rencontrés à Damas. Selon le communiqué conjoint publié à l'issue de la rencontre, ils se sont entretenus et mis d'accord «sur une position commune pour rétablir la paix et la sécurité au Sud Liban». En quels termes ? A la veille de

la rencontre Assad déclarait «Si Sarkis ordonne à la force de dissuasion arabe d'aller jusqu'aux extrémités du territoire du Sud Liban, elles iront».

En fait au Sud Liban s'effectue le test, de quelle sorte de «paix» les régimes

arabes peuvent espérer au proche Orient en poursuivant la politique menée depuis le sommet de Ryad.

La ville de Nabatieh où se trouvent actuellement des

forces syriennes a été bombardée mardi, par les fascistes libanais et par l'artillerie israélienne qui couvre tout le Sud Liban. Quelle réaction les troupes syriennes auront-elles ?

MANIFESTATIONS EN PALESTINE OCCUPÉE

Les manifestations se sont poursuivies toute la journée de mercredi en Palestine Occupée. Le maire de Naplouse a déclaré à la radio que les manifestants protestaient contre les con-

ditions de détention et le traitement des prisonniers palestiniens. Ceux-ci poursuivent une grève de la faim dans la prison d'Ashkelon. 150 ont été transférés dans d'autres prisons. Une soixantaine se trouve dans la prison édifée sur les ruines du village palestinien de Kafr Yona, détruit en 1948 par les colons sionistes. Cette tentative de briser la grève de la faim semble échouer tandis que la détermination des prisonniers galvanise les patriotes dans les territoires occupés.

LES USA SOUTIENNENT L'EXPANSION ISRAËLIENNE

Israël fait savoir par l'ambassadeur américain qu'il considère avoir un droit de contrôle sur le Sud Liban en prétendant contrôler les mouvements de troupes arabes. La réponse de Assad est bien ambiguë : quels ordres peut donner Sarkis quand les seules troupes dont il dispose sont les troupes d'occupation syriennes. Parmi les discussions en cours entre Israël et les USA il y avait la discussion de la définition de «la ligne rouge». Les

sionistes demandent aux Américains de s'accorder avec eux pour que soit définie au travers du Sud Liban une ligne que les forces arabes n'auraient pas le droit de franchir, sous peine de déclencher une riposte militaire israélienne.

Ainsi les USA seraient amenés à reconnaître et à soutenir le droit d'intervention militaire israélienne au Sud Liban, alors qu'ils lui reconnaissent déjà un droit de contrôle.

EGYPTE

ÉCHEC DE LA TENTATIVE DE CONTREBANDE SIONISTE

L'État sioniste a tenté de faire passer en contrebande de la fausse monnaie en Égypte. Des billets de 5 livres égyptiennes avaient été imprimés en 1956, lors de l'agression tripartite contre l'Égypte. Les contrebandiers, ont essayé de faire entrer cet argent le mois dernier, mais les autorités égyptiennes ont déjoué le complot, et 6 d'entre eux ont été saisis en flagrant délit.

L'URSS continue d'exercer sa pression sur l'Égypte : la date de visite du

vice-ministre du commerce extérieur soviétique a été reporté pour la 3^e fois. Le journal Al Ahrâm a écrit que l'Égypte s'est déjà habituée aux pressions militaires et économiques exercées par l'URSS. Mais l'Égypte ne s'y soumettra pas.

Après les grandes manifestations de masse contre la hausse des prix, Sadate vient de remanier son gouvernement : le premier ministre devient en même temps ministre de l'intérieur, et il aura à ses côtés deux vice-ministres. Ce change-

ment traduit la volonté des autorités égyptiennes de renforcer la répression des masses, au moment où le gouvernement devient de plus en plus impopulaire. Sur le plan de l'information, le ministère a aussi changé de main, car celui qui précédait était jugé un peu trop libéral par les milieux proches du gouvernement. Le nouveau ministre est très lié à la politique gouvernementale. D'autre part, les arrestations massives des personnes ayant participé aux grandes manifestations se poursuivent.

EGYPTE : LOURDES PEINES DE PRISON

Lourdes peines de prison, à quiconque provoquera des attroupements, participera à des manifestations, sera membre d'une organisation hostile au régime. Tels sont les termes d'un décret signé par le président Sadate, après les soulèvements populaires de la fin du mois de janvier.

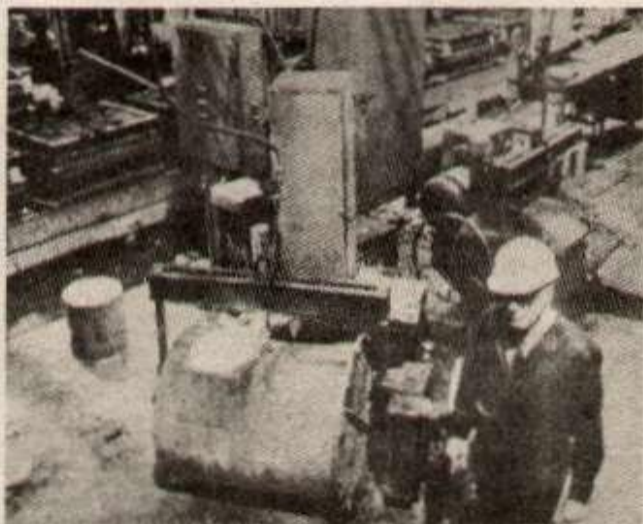
CARTER MET LES USA A L'HEURE DE L'AUSTÉRITÉ

80 morts de misère
2 millions de lock-outés

Dans son discours au Sénat, Carter a appelé hier matin les Américains à faire «des sacrifices». Samedi il avait annoncé la semaine de quatre jours. La reprise qui était présentée comme certaine au moment de l'investiture se traduit par un effondrement brutal moins de trois semaines plus tard.

Le responsable immédiat serait le froid. Celui-ci a effectivement tué au moins 80 personnes parce que se fournir en vêtements, couvertures, combustibles pour faire face aux températures de moins vingt, trente, voire quarante degrés était au-dessus de leurs possibilités. Ils sont morts de misère pas de froid.

Carter a proposé la semaine de quatre jours, le Congrès a voté des mesures exceptionnelles de restriction de gaz naturel. Un quart des travailleurs de l'Ohio se retrouvent ainsi au chômage parce que leurs entreprises ont fermé faute de gaz, soit un million de travailleurs. Les écoles de cet État sont fermées pour un mois. Au total il y a déjà au moins deux millions de chômeurs à cause des restrictions de gaz. Ainsi, les mesures décidées par Carter pour lutter contre la vague de froid conduisent à un effondrement de la production et révèle une crise énergétique.



Ford (Detroit) fermé par la crise avant l'arrivée du froid.

1973 à 9 % au début de 1975. Depuis il n'est jamais descendu au dessous de 7,5 %.

LES DIFFICULTÉS ÉNERGETIQUES

En 1973, les États Unis se proposaient de se suffire plus largement en énergie. Aujourd'hui au lieu de ne dépendre que pour 25 % des livraisons de pétrole de l'OPEP, ils en dépendent

pour plus de 40 %. Le pétrole d'Alaska est moins «rentable» que prévu, tandis que le Canada s'oppose au passage des énormes pipelines en plein air à travers son territoire. La pénurie de gaz est connue depuis 1971 : à cette époque avaient eu lieu les premières restrictions de gaz naturel. Depuis cette date, les compagnies n'ont pas augmenté la production, car elles trouvent les prix trop

bas ! Le seul rapport a été un achat massif de gaz algérien. Au début de 77 un responsable de la Southern-Natural-Gaz compagnie de Birmingham déclarait : «La situation est si tendue que nous ne pourrions remplir nos engagements industriels. Même un réchauffement du temps ne nous arrangerait pas !

LE DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

En 1976 le déficit du commerce extérieur des USA a été de 5,87 milliards de dollars et les experts gouvernementaux prévoient que ce déficit s'accroîtra de un à deux milliards en 1977. Ce qui rétrécit d'autant les possibilités d'un redémarrage rapide de l'industrie US.

Les rêves de Giscard qui nous assure que tout ira mieux demain parce qu'aux États Unis apparaissent des signes sérieux de reprises sont dispersés par la vague de froid aux USA qui révèle les faiblesses profondes de l'économie US.

G. Carrat

En bref... En bref...

MEXIQUE : SANCTIONS CONTRE DES COMPAGNIES TRANSNATIONALES

Le ministère du commerce du Mexique a appliqué des sanctions aux compagnies transnationales Pepsi Cola, Coca Cola et autres car elles avaient décidé la hausse des prix de leurs produits sans avertir le ministère. Ces compagnies ont voulu faire des pressions sur le ministère pour annuler les sanctions : elles ont décidé de suspendre la distribution et la vente de leurs produits. Mais le ministère a décidé

de les sanctionner, en leur infligeant, si elles persistent à refuser d'appliquer la loi, une suspension même à la fermeture définitive.

PÉROU : DÉCOUVERTES MINIERES

Selon un journal péruvien, trois mines de cuivre ont été découvertes dans les zones nord et sud du pays. On estime que chacune d'elles peut donner de 300 à 500 millions de tonnes de cuivre.

ETHIOPIE : TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

Selon une déclaration du gouvernement éthiopien faite à la radio, une tentative de coup d'état a été écartée à l'intérieur même de l'ancien palais de l'empereur où le Conseil Militaire Provisoire qui détient le pouvoir en Éthiopie a ses quartiers généraux. Selon une agence américaine qui a fait état de la nouvelle, le couvre feu a été avancé de minuit à 9 heures, tandis que les chars se sont mis en position autour du palais.

Depuis le renversement de l'empereur en février 1974, des problèmes nombreux existent en Éthiopie. Ces contradictions ont connu leurs reflets au sein même du conseil militaire, qui a été

épuré par les armes à deux reprises. Dans ce pays, la troisième d'Afrique par sa population, les féodaux regroupés autour de l'organisation dite «Union Démocratique Éthiopienne» s'opposent les armes à la main aux militaires d'Addis Abeba.

D'autre part, les paysans et les travailleurs dans les villes ont poursuivi les manifestations et exigent les libertés démocratiques. Enfin, la lutte de libération se poursuit en Etyhrée. Commencée du temps de l'empereur, elle a redoublé de violence sous le Conseil Militaire. Elle remportait des succès certains au moment où a été annoncé l'échec de la tentative de coup d'état.

INTERNATIONAL

Tchécoslovaquie

Où en est-on ?

LE PEUPLE HORS LA LOI

Dans une interview diffusée lundi par l'agence CTK, M. Chnoupek actuel ministre des Affaires Étrangères a affirmé que la Tchécoslovaquie «respecte et applique toutes les dispositions de l'acte final d'Helsinki». «Depuis la signature de l'acte final, a-t-il continué, nous avons passé 150 accords, traités et protocoles... Nous avons ratifié les pactes internationaux sur les droits de l'homme, pris des mesures pour développer l'échange d'informations économiques, et le tourisme, pris une décision de principe sur la réunion des familles séparées, nous exécutons des demandes individuelles d'émigrations...». Cette réponse implicite aux signataires de la Charte 77 ne fait que renforcer ce que nous savons déjà : à savoir qu'il existe toujours des centaines d'enfants otages (familles à l'Ouest, enfants à l'Est) : que l'on peut faire confiance à M. Chnoupek pour exécuter les demandes d'émigrations : les visas touristiques étant déjà accordés avec parcimonie. Que ce M. et ses sous-fifres pourraient signer tous les accords possibles que cela ne changerait rien au régime en place.

RECUADES, MENACES, CALOMNIES

Désireux de se placer, par moment, dans sa légalité ; le gouvernement tchécoslovaque a fait lundi un retour en arrière en déclarant que «la Tchécoslovaquie n'avait l'intention de déporter personne» et que «personne ne peut les priver de leur citoyenneté». Mais, les choses changent rapidement lorsque le procureur général de la République a signifié aux deux porte-parole de la charte en liberté c'est-à-dire Jiri Hajek et Jan Patocka, que la Charte 77 et les activités qui en dépendent sont «en contradiction avec les lois tchécoslovaques» et que si les animateurs poursuivaient leur campagne, ils s'exposeraient «aux sanctions pénales qui découlent du non-respect des lois». Le procureur général accuse les animateurs de la Charte d'avoir fait diffuser leur manifeste dans la presse occidentale avant de l'adresser aux organes de l'État tchécoslovaque. Cela nous ramène tout droit à la campagne anti-communiste et anti-tchécoslovaque dont parle chaque jour Rude Pravo, les responsables étant bien sûr les signataires.

L'écrivain Vaculik, a annoncé samedi qu'il avait adressé au procureur général de Prague, une plainte pour campagne calomnieuse à son égard. En effet, le matin même des agences de presse occidentales ont trouvé dans leur courrier une collection de 36 photos montrant l'écrivain et une amie nus, dans des positions érotiques. Les photos se trouvaient dans une enveloppe intitulée «Mein Kampf pour les droits de l'homme». De son côté, Pavel Kohout reçoit des dizaines de menaces de mort l'incitant à quitter le pays.

CAMPAGNE DE SIGNATURES : SEMI-ÉCHEC

Depuis la diffusion de la Charte 77, les autorités tchécoslovaques frappent les signataires au coup par coup, avec des hauts et des bas, ne sachant vraiment pas comment endiguer les effets que la Charte a déclenchés aussi bien chez les intellectuels que les ouvriers. D'ailleurs depuis quelques jours, circulent dans les usines et les bureaux des pétitions qui attaquent la Charte : à Pilsen par exemple, aux usines Skoda, sur les 30 000 ouvriers qui y travaillent seulement quelques centaines de signatures ont été obtenues.

ÉCHECS INTERNATIONAUX

Sur le plan international, la Tchécoslovaquie commence à subir les effets de sa politique intérieure : le gouvernement norvégien a annulé la visite que devait faire à partir de lundi à Oslo, le ministre de tchécoslovaquie du commerce extérieur, A. Barcak. D'autre part, les relations entre Prague, l'Allemagne de l'Ouest et l'Autriche semblent subir un froid. Le président Husak devait effectuer une visite officielle à Bonn dans le courant de l'année et le premier ministre Strougal était attendu à Vienne au printemps. Les deux voyages qui risquent d'être annulés porteront-ils un coup aux relations économiques de ces pays ? Les prêts en eurodevises sont remis en question par certains milieux d'affaires occidentaux.

De Moscou, dimanche, la Pravda a qualifié la déclaration du département d'État américain, qui accusait mercredi la Tchécoslovaquie d'avoir violé l'accord d'Helsinki en arrêtant plusieurs signataires, «d'ingérence flagrante évidente» et souligne ensuite que «l'ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un autre État souverain dont l'inadmissibilité est définie par l'acte final d'Helsinki comme un des principes indiscutables des relations internationales actuelles est évidente». C'est la deuxième fois en 24 heures que la presse soviétique critique officiellement une prise de position du département d'État américain sur les droits de l'homme dans les pays de l'Est.

Réunis lundi et mardi à Londres, les ministres des affaires étrangères des neuf ont convenu qu'il fallait demander «avec prudence mais systématiquement» à l'URSS et à ses partenaires de s'expliquer sur la lenteur avec laquelle ils appliquent les clauses sur le respect des droits de l'homme contenues dans la déclaration d'Helsinki. M. Crosland secrétaire au foreign office a fixé les limites du «soutien» de la CEE en indiquant «que les neuf avaient témoigné de la sympathie au mouvement des dissidents en Tchécoslovaquie mais qu'ils ne publieraient vraisemblablement pas de déclaration politique de soutien en faveur des dissidents».

Un peu plus chaque jour, les partis révisionnistes au pouvoir à Moscou et dans les pays de l'Est s'embarquent dans des contradictions sans fin obligés qu'ils sont de maintenir leur dictature sur les peuples d'Europe Centrale par l'exploitation et l'oppression. Un peu plus chaque jour, les peuples d'Europe Centrale rejettent et combattent les nouveaux capitalistes et le nouvel impérialisme russe.

Jan ROLDE

Maroc

Le procureur de Casablanca a demandé la peine maximum

Le substitut général a achevé son réquisitoire mercredi en demandant la prison à vie pour 26 accusés, 30 ans pour 4 autres, 20 ans pour 48 autres et dix ans pour 19.

L'inculpation retenue contre eux était d'avoir participé à des organisations clandestines, d'avoir selon les termes du procureur considéré que «la libération des masses de l'impérialisme passait par leur libération du régime et que par conséquent il fallait développer la lutte armée». Les pièces à conviction n'étaient rien

d'autre que des boîtes de conserves vides et plombs de canne à pêche présentés comme du matériel destiné à préparer des explosifs.

Le substitut dans son réquisitoire n'a pas manqué de mettre l'Islam en avant, au nom duquel Hassan serait roi pour accuser les inculpés d'avoir trahi les fondements même du Maroc.

Hier matin plusieurs questions restaient en suspens : quand le verdict serait-il rendu ? En effet les accusés

boycottent leur procès et ont demandé à la défense de ne pas plaider. Quelle sera l'attitude des avocats, sur lesquels d'énormes pressions sont exercées pour qu'ils plaident afin de sauver les formes ? Ensuite la question de savoir si les accusés ou du moins certains d'entre eux seront présentés devant des tribunaux militaires pour trahison et liens avec l'étranger, parce que jusqu'au bout ces camarades ont soutenu le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, cette question reste posée.

Le procès de Kénitra en 1973. La répression s'est accentuée depuis.



Témoignage d'un avocat

A la demande du «collectif Maroc» d'Aix en Provence, une avocate du barreau d'Aix, Maître Colette Pascal, qui a pu assister aux dernières audiences des procès de Casablanca, en qualité d'observatrice, a révélé au cours d'une conférence de presse tenue le 28 janvier, certains aspects de ces procès : Maître Pascal a dénoncé l'attitude du président Afazaz, qui braillait à tue-tête, de façon à ne pas permettre aux inculpés de se défendre, tapait sur la table avec comme seules questions «reconnaissez-vous avoir porté atteinte à la sûreté de l'État ? Répondez seulement par oui ou non».

L'interrogatoire de chaque inculpé durait de 3 à 4 minutes. Il était suivi du mot «allez à la cave», les

sous-sol du tribunal où sont détenus les 137 inculpés. Chaque inculpé montait tout seul de la cave et refusait de répondre à cette seule question. Un des inculpés, nommé Zaza, a pu se déchausser et a présenté par dessus le box quelques instants son pied tout meurtri et plein de cicatrices de «la Phalange» qu'il avait subie, (torture qui consiste à flageller la plante du pied jusqu'au saignement).

«Je devine les marques de torture que doivent porter au corps Zaza et ses compagnons, a dit Maître Pascal, ne serait-ce qu'à voir leur façon de se présenter au tribunal tout chancelant, et qui n'est pas due à la grève de la faim». D'ailleurs, par ordre du président, les inculpés grévistes sont privés de sucre et d'eau depuis plusieurs jours.

Malgré les braillements du président, un des inculpés, Eulali, s'est emparé du micro et a dénoncé le président qui violait les droits de défense, et le fait qu'on les empêchait de prouver que les accusations sont injustifiables. Il a condamné ce procès, et a terminé ces paroles par «Vive la Révolution Arabe». Un autre inculpé, ouvrier de 28 ans, Djebiar, a déclaré au président qu'il a renoncé à ce procès et a demandé aux avocats de se retirer des plaidoiries en sa faveur.

A la question posée de savoir si, au tribunal, il a été fait mention du lieu de torture et de détention où se trouve El Manouzi, Me Pascal m'a répondu qu'aucune nouvelle n'a été donnée sur El Manouzi.

Corr. Aix

Afrique Australe

L'EMPLOYÉ AMÉRICAIN REMPLACE LE DÉLÉGUÉ ANGLAIS

Le voyage de Richard, président de la conférence de Genève, et médiateur désigné par la Grande Bretagne en Afrique Australe s'est achevé sur un échec. Après s'être heurté au refus du raciste Smith de consentir au plan britannique d'accession de la majorité noire au pouvoir, Richard est rentré à Londres sans proposer d'autres perspectives.

Son attitude a été dénon-

cée par les dirigeants du «Front patriotique», qui a refusé de le rencontrer à nouveau avant son départ ; les leaders du Front ont pris cette décision pour protester contre le manque de détermination dont a fait preuve Richard dans ses discussions avec Smith et Vorster, et l'ambiguïté du soutien qu'il a apporté aux mouvements de libération du Zimbabwe.

Richard s'en va. Arrive

Young ; le nouveau représentant US à l'ONU fait escale à Londres pour rencontrer Richard avant de se rendre à Dar es Salaam, en Tanzanie, où il devait s'entretenir avec les représentants des mouvements de libération et les chefs d'État de ces pays de 1^{ère} ligne. Que vient faire Young ? L'échec du plan Kissinger et l'échec de Richard amènent les USA à intervenir plus directement dans le conflit. Young déclare qu'il vient pour

Sahara

OFFENSIVE CONTRE L'AGRESSEUR MAROCAIN

Une importante opération a été lancée contre trois postes occupés par l'armée de Hassan II à Bir Moghrein par les forces armées du Front Polisario. Cette opération s'est soldée par la mort de 14 soldats marocains, la blessure de nombreux autres et la destruction d'engins blindés. Des armes légères ont été récupérées, ainsi que trois caisses d'obus de mortier. D'autres opérations ont été lancées à Smara et Amgalla, à l'intérieur du dispositif marocain. Un poste à la sortie de Smara a été pris et les 20 soldats marocains qui s'y trouvaient ont tous été tués. Les armes ont été récupérées. A Amgalla, l'opération a été identique.

Une grande opération a été déclenchée par l'ALPS dans les territoires marocains, en attaquant l'une de leurs positions fortes au sud-marocain. Des casernes des troupes marocaines ont été encerclées à Ahfenir. Les soldats sahraouis ont mis hors d'usage les installations militaires des forces armées marocaines et ont pris une centaine d'armes légères vers El Ayoun, ville occupée par les forces marocaines.

D'autre part, le ministre des Affaires Étrangères de la RASD a rencontré le président en exercice de l'OUA, avec lequel il s'est entretenu des questions relatives à la reconnaissance du Sahara par les pays africains.

MAROC

PROTESTATIONS APRES LES ÉLECTIONS

Boucetta, secrétaire général de l'Istiqlal, proteste aujourd'hui contre «une intervention directe et manifeste» des «agents d'autorité» avec «atteintes flagrantes à la personne des élus, qui ont fait l'objet de contrainte, de chantage et de pression» pour priver son parti de sièges dans les assemblées provinciales. La semaine dernière, l'USFP avait déjà protesté dans ce sens. L'union sacrée, pratiquée par ces partis ne leur est guère profitable.

S. Vallée

APRÈS LE COLLOQUE ORGANISÉ PAR LE FRONT PAYSAN À VINCENNES :
«PAYSANNERIE ET CINÉMA»

CONTRE LA PÉNÉTRATION DU CAPITALISME À LA CAMPAGNE, LUTTES ET RÉFLEXIONS SE DÉVELOPPENT

«Contre la pénétration du capitalisme à la campagne, luttes et réflexions se développent».

Les 28 et 29 janvier, se tenait le colloque à Vincennes, sur le thème : «Paysannerie et Cinéma». Nous avons vu comment le cinéma devient une arme dans la lutte des classes à la campagne. Ce sont les questions qui ont été débattues tout au long de ces deux journées que nous examinons aujourd'hui. Les quatre groupes de paysans sont intervenus sur les différentes questions qui sont au centre des luttes qu'ils mènent. Des débats très riches ont suivi chacun des exposés.

LUTTE CONTRE LES «INTÉGRATIONS» DE LA PIEUVRE SANDERS

Contre le trust agro-alimentaire Sanders, les Paysans-Travailleurs de l'Association de Défense des Éleveurs-Agriculteurs du Lot-et-Garonne, ont bien montré, à travers le récit de la lutte, la victoire qu'a représenté le regroupement de «dix éleveurs qui ont osé se défendre et s'attaquer à la mentalité séculaire de l'éleveur qui a tort».

La rencontre du cinéma militant sur des bases de lutte de classes, et d'une formidable volonté de lutte, ont eu raison du syndicalisme traditionnel local. La FDSEA, tendance Modép-C, «ne demandait qu'à nous voir disparaître», explique un paysan. Un gala de solidarité de 2 000 personnes a mis en échec cette prétention.

LES ENNEMIS SONT DÉMASQUÉS, LES ALLIÉS SONT DÉCOUVERTS

C'est tout cela que ces paysans sont venus expliquer, échanger et enrichir. La Justice ? «C'est pour ceux qui ont de l'argent et du temps à perdre !». Mais la justice bourgeoise a dû lâcher certaines lois qui doivent être utilisées en s'appuyant toujours, sur le terrain, sur la mobilisation de masse. Ainsi, sur son propre terrain juridique, la bourgeoisie a pu être battue : en février 75, la nullité de plusieurs contrats d'intégration est reconnue. Plus tard, Sanders sera même condamné à verser des dommages et intérêts. L'unité de tous les éleveurs ? Ce mythe a volé en éclats : «Les gros éleveurs ne sont pas intégrés à la firme comme les petits. Dans la lutte, on ne les a pas vus», accuse l'un d'eux. Quels sont alors les alliés de ces paysans en lutte ?

C'est dans l'usine de Juvisy, du trust Sanders qu'ils les ont trouvés. La diffusion du film dans l'usine pendant une lutte, a pu concrétiser l'unité naturelle des ouvriers et des petits éleveurs exploités par la même pieuvre. Sanders l'a bien compris en tentant vainement d'interdire le film et en licenciant le délégué CGT de Juvisy,

toujours en lutte pour sa réintégration.

ET LA LIBERTÉ DES PETITS ÉLEVEURS ?

Qui pourrait être encore trompé après l'intervention d'un éleveur intégré, produisant des poulets ? «Les capitalistes sont fermement décidés à nous laisser l'apparence de la liberté de nos moyens de production. Mais, si je fais grève, je perds plusieurs millions, parce que les poulets crèvent ! On ne peut pas aller plus loin dans la surexploitation !»

La présence de la section CGT de Sanders-Juvisy et du journal «Le Croquant» réalisé avec des éleveurs soumis à l'intégration dans la Bresse et en Saône-et-Loire, sont les témoignages vivants d'une réelle opposition possible à la pénétration du capitalisme à la campagne. Mais l'intégration avec la méthode «de la terre brûlée» à la Sanders, n'est que l'aspect le plus criant de cette pénétration. D'autres formes d'intégration existent, il s'agit de les démasquer et de les dénoncer. C'est avec cette perspective que doivent se poursuivre ces premières réflexions sur l'intégration, et ses conséquences sur la réalité des couches sociales à la campagne.

LE FONCIER : «LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE, C'EST L'ESCLAVAGE À PERPÉTUITÉ !»

Bernard Lambert et le groupe Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique, avec un langage vivant et imagé ont su faire partager leur enthousiasme qui leur a permis de s'emparer du cinéma pour lui faire jouer un rôle important dans l'aboutissement de la victoire. Le film «La reprise abusive» retrace la mobilisation des paysans pour le maintien d'un petit fermier sur une exploitation, contre la volonté du propriétaire. Au cours de la lutte, la différenciation de classes de la paysannerie locale, est apparue peu à peu. «Il y a eu deux élections : celle des petits propriétaires exploitants, quand ils ont saisi que nous attaquions l'inviolable droit à la propriété privée ; et les propriétaires de 35 ha, (la moyenne de la région est de 20 ha), qui ont compris le

danger que nous représenterions le jour où ils essaieraient de s'agrandir en s'emparant d'autres fermes».

L'UNION DE LA GAUCHE AU POUVOIR ? ON CONNAIT...

Les petits éleveurs, métayers ou fermiers, en ont déjà un avant-goût. «Le statut du fermage en 1945 (avec Waldeck-Rochet) correspond à la période où il fallait industrialiser, investir, et à la campagne il était impératif que ceux qui travaillaient la terre puissent en disposer». Le statut du fermage, sans remettre en cause la propriété privée, a permis cette adaptation de la campagne au nouvel essor du capitalisme. «Vous comprenez, le paysan qui travaillait dans la ferme, n'avait aucune assurance et dépendait totalement du propriétaire qui ne connaissait rien au travail de la ferme. C'était donc un frein pour les capitalistes qui avaient tout intérêt à investir, vendre des machines, des produits... Il fallait donc permettre au fermier, plus qualifié que son propriétaire, d'avoir une marge de manœuvre plus importante» explique B. Lambert.

Et, pour bien montrer le fier service que PC et PS ont rendu à la bourgeoisie de l'époque, l'histoire du fermage est révélatrice : «Dès 1950, ce sont les propriétaires eux-mêmes qui ont demandé à leurs métayers de devenir fermiers, c'est-à-dire des petits patrons, pour les rendre plus productifs». Ceci apporte une première explication sur l'acharnement des fermiers à devenir propriétaires : «Devenir propriétaire, c'était obtenir la sécurité de notre travail, contrairement au métayer qui pouvait être «jeté» ! C'était vouloir garder son métier !»

VERS LE SOCIALISME : «AUCUNE INDEMNITÉ, MAIS DU TRAVAIL POUR LE GROS PAYSAN !

L'avenir du foncier ? Lambert ouvre le débat dans le



Colloque Paysannerie et Cinéma : Une paysanne intervient contre le programme commun.

seul cadre viable pour les paysans exploités : une France socialiste. «Un slogan doit nous guider : «La terre a ceux qui la travaillent !». L'indemnité, pour certains paysans et surtout les petits, ça pourrait être décidé car le capitalisme les aura bien dépouillés ; mais pour les gros paysans ? Pas du tout ! Mais alors pas du tout ! Pour qu'ils aillent exploiter ensuite d'autres hommes avec leur fric ? Ils devront se mettre au travail comme tout le monde, ils comprendront au moins ce que c'est !»

Mais dès aujourd'hui quels sont les alliés au sein de la paysannerie ?

«Nous devons aussi lutter contre les paysans modernisés ou non qui militent sur le thème : «Petit paysan deviendra grand». Nous ne pouvons pas évacuer le combat de classes au sein même de la paysannerie... Nous ne devons pas perdre du vue que l'alliance avec les paysans pauvres est fondamentale».

Dans cette alliance, quelle est la couche de la paysannerie qui doit diriger ? Cette question reste ouverte, elle doit être discutée et approfondie.

VITICULTURE : M. BONNET, LA PARTIE N'EST PAS GAGNÉE !

Avec les viticulteurs du Mivoc (Mouvement d'Intervention des Viticulteurs Occi-

tans), la problématique du vignoble languedocien n'avait rien à voir avec la réalité déformée par la télévision et les pseudo-défenseurs de la viticulture des Dossiers de l'Ecran.

«Après Montredon, le mouvement viticole s'est mis en veilleuse, explique Jean Huillet, mais cela ne veut pas dire que nous nous sommes croisés les bras». Un intense travail de réflexion, la finition du film «N'ia pro !» («Assez») et les premières projections publiques sont là pour le prouver.

publiques sont là pour le prouver.

Le Mivoc a fait un exposé détaillé de son projet sur la réforme agraire et la rémunération du travail dans la perspective de la socialisation de la terre. C'est-à-dire de l'étape du socialisme à laquelle les paysans déterminent eux-mêmes leur production en fonction des besoins collectifs.

L'UNION DE LA GAUCHE : UN ENNEMI A DÉMASQUER

Très vite, le problème des alliances de classes se pose. Dans la lutte pour les municipales, certains membres du Mivoc ont choisi de participer en tant que Mivoc, sur des

listes d'«union de la gauche».

Ces «alliances tactiques» montrent clairement toutes les illusions sur le fait que l'arrivée de la «gauche» au pouvoir, serait positive pour ceux qui veulent lutter. Ces prises de position ont été débattues avec notamment les paysans-travailleurs qui refusent de telles alliances, tirant ainsi la leçon de la tentative manquée de mainmise du PS sur leur mouvement.

La volonté d'approfondir cette réflexion et l'existence du film «N'ia Pro», sont des garanties importantes d'un cheminement vers une réelle analyse de classes de la paysannerie.

LE CRÉDIT AGRICOLE : 3^e BANQUE MONDIALE

Dans le dernier débat, les paysans-travailleurs de Poitou-Charentes ont présenté leurs réflexions actuelles sur le Crédit Agricole, son historique, son organisation, son fonctionnement et ses conséquences sur la division de la paysannerie et sur les autres travailleurs.

«Le Crédit Agricole vole les petits et moyens épargnants, impose une certaine politique par l'intermédiaire des prêts bonifiés. Il est responsable de la baisse de la qualité des produits par l'accroissement de la productivité, de même que de la baisse de la qualité du cadre de vie par son omniprésence».

Enorme machine, 34^e banque mondiale, au profit de l'idéologie dominante, «le Crédit Agricole renforce l'individualisation du paysan face à la banque, le culpabilise par le refus de prêts, exhorte les valeurs morales et les idées tendant à faire de la paysannerie un monde à part des autres travailleurs».

RENFORCER L'UNITÉ OUVRIERS-PAYSANS

La richesse des exposés, des films et des débats a permis de réunir dans ce colloque, les très nombreux acquis issus des luttes et de la réflexion collective des éléments les plus avancés dans la paysannerie.

Beaucoup de questions cependant sont à peine amorcées :

L'alliance des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, et plus globalement l'alliance des ouvriers et des paysans, point de démarquage décisif, reste un des points fondamentaux à débattre. Le groupe Paysans-Travailleurs du Poitou-Charentes a su nous faire partager ses luttes pour la réintégration d'ouvriers agricoles licenciés. Ces exemples victorieux, presque uniques, tracent la voie de l'alliance entre ouvriers agricoles et paysans exploités.

Le colloque a placé de solides jalons pour la lutte pour une France socialiste où ouvriers et paysans dirigeront.



Les paysans brûlent un bulldozer en signe de protestation contre le passage de l'autoroute sur leur terre.

COURRIER

CE QUE DOIT ÊTRE UN QUOTIDIEN COMMUNISTE

Chers camarades,

Le courrier des lecteurs reprenant vie dans le quotidien, je me décide à vous écrire pour vous faire part de mon avis.

Je suis bien content de pouvoir acheter un quotidien communiste tous les jours, qui nous change de la presse que l'on était condamné à lire. Seulement le quotidien pêche par de multiples aspects.

D'abord, et cela me semble le plus important, le QdP est un quotidien communiste, c'est-à-dire et quotidien et communiste. Communiste il l'est. Mais, est-il vraiment quotidien ? Je m'explique. On ne lit pas de la même façon un quotidien et un hebdo, un magazine. L'hebdo c'est le journal qu'on lit tranquillement, dans un fauteuil, quand on se repose, où on prend le temps de lire. Le quotidien tout au contraire, c'est le journal qu'on lit en vitesse, sur le coin de l'atelier (pour ceux qui peuvent l'acheter avant de partir au boulot) ou qu'on lit sur le coin de la table entre le fromage et le dessert. Le quotidien dans les mains du lecteur a une vie éphémère. Pas question de «prendre un article» ou de lire ça à tête reposée.

Et ceci à mon sens est vrai pour le militant (souvent surchargé) comme pour n'importe quel travailleur.

Or (j'y viens), le QdP depuis plusieurs semaines, ne tient pas compte de cet aspect propre au quotidien. Il nous donne au contraire toute une série d'articles, feuilletons à suivre, sur une semaine, une semaine et

deux et ce à raison de trois pages entières par numéro. Ainsi ces jours-ci, on avait simultanément Tatchai, les contrats de progrès, et Barre et la crise, en séries. Un peu avant, on avait l'Ariège, les saisies et je ne sais plus quoi. Que se passe-t-il ? avec cette abondance de séries, c'est qu'en ouvrant le journal, on n'a plus envie de lire, il y a une lassitude, on se précipite sur les petits articles, sur ce qui se lit vite et bien, et on saute le reste et c'est malheureux. Très malheureux car ces «séries» prises séparément sont très bonnes. Je suis chômeur depuis deux mois et j'ai donc le temps de plus lire le QdP, que je lisais en diagonale auparavant. Et j'ai été enthousiasmé par des enquêtes comme les pêcheurs bretons, ou l'Ariège. Je n'avais jamais lu quelque chose d'aussi intéressant, passionnant sur cette autre France, celle des travailleurs. Mais j'avoue que devant ces séries, au septième épisode, je m'essouffle, j'abandonne.

Alors que je lirais ça certainement si c'était un magazine, qui tombe une fois dans la semaine.

Savez-vous que, à ma connaissance, il n'y a qu'un journal qui ait ce style de séries à rallonge, c'est «Le Monde» (que je lis tous les 34 du mois), sa clientèle, c'est celle des cadres supérieurs pas fatigués, et de professeurs vivants au milieu du papier imprimé.

Faut-il supprimer ces séries ? Non je ne pense pas. (...)

Mais je pense d'abord

qu'il faudrait les limiter, avoir une série au maximum, ou avoir «le dossier du jour» comme il y a eu le samedi 8, le réquisitoire contre les sionistes, clair, frappant, se lisant

d'un trait, révolté qu'on est par l'assassinat de Mahmoud Saleh.

(à suivre)

D. Strasbourg

Être communiste et quotidien : cette exigence que tu soulignes pour le Quotidien du Peuple, est essentielle dans l'optique d'un journal devant permettre aux travailleurs de se forger un point de vue communiste sur la situation.

Comment cette exigence doit-elle se traduire dans la place accordée aux reportages, aux enquêtes, aux dossiers, qui donnent lieu à des séries d'articles ou de pages ? Tu évoques la pesanteur que représente pour le lecteur la parution trop fréquente et simultanée de séries («à rallonges»). Cela mérite en effet discussion.

On ne peut se contenter de traiter l'actualité au jour le jour, il faut approfondir, de façon détaillée les grandes questions du moment, prendre le temps et la place de faire le point sur tel ou tel élément de la situation politique (exemples : la constitution du RPR, la manière dont se préparent les municipales, etc), telle ou telle question de la lutte révolutionnaire (la signification de Tatchai dans la révolution chinoise...), tel ou tel aspect important de la vie des masses de notre pays. Cela est indispensable à l'amélioration de la qualité politique du journal.

Mais comme tu le dis, un quotidien communiste, dont les lecteurs sont des travailleurs, ne peut guère être lu, tranquillement dans un fauteuil. Cela entraîne des exigences : quel doit être le nombre de séries publiées

simultanément dans le Quotidien. Quelle longueur faut-il leur donner ? Trois séries en même temps, c'est sans doute trop, sans doute faut-il aussi éviter pour une enquête ou un reportage, de dépasser une semaine environ de publication, le problème se posant différemment pour certaines rubriques telles que les problèmes du marxisme-léninisme.

Outre ces problèmes, l'attrait, la facilité ou non pour la lecture quotidienne du Quotidien du Peuple, ne tiennent-ils pas aussi et de manière importante, au degré de liaison avec l'actualité immédiate qu'entretennent les reportages ou les enquêtes, à leur qualité politique (arguments...), à leur qualité journalistique, à leur présentation aussi (maquette de la page, photos). Sans doute, une enquête comme celle sur les pêcheurs bretons face aux chalutiers russes, par exemple, a été largement appréciée parce qu'elle combinait un peu ces différents aspects.

Ce sont toutes ces questions qui sont posées par ta lettre : nombre de reportages, fréquence et aussi critiques précises sur chaque enquête, chaque reportage, suggestions sur les sujets à aborder... C'est une très bonne chose que la discussion s'engage là-dessus.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gues Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympica», 10 rue Boyer
- «Entrepôts», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de versement :
- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

front rouge

ORGANE CENTRAL du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

CHILI : QUELQUES POINTS DE REPÈRE



5 F + 2 F de port

Passez vos commandes à FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

FRONT ROUGE N° 12 VIENT DE PARAÎTRE

SOMMAIRE

Éditorial	p. 3
Du RPF au RPR : Vers la crise politique	p. 5
Parlement Européen : Contre l'indépendance nationale	p. 10
A propos du travail syndical : L'antisyndicalisme, rançon du révisionnisme	p. 14
Dossier Chili : Quelques points de repère	p. 21
Enquête : Les travailleurs du Livre aujourd'hui : La fin d'une corporation	p. 29
Caisse d'Épargne : «Les O.S de la paperasse les mieux payés de France»	p. 32
Critique de film : Un point de vue sur «1900»	p. 34
Histoire du mouvement ouvrier : La théorie des forces productives	p. 36
URSS : La répression en URSS	p. 43
Vietnam : Après le IV ^e Congrès du PTU	p. 46

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
 Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
 Directeur de publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC-Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

15^e épisode

Penchée au-dessus de Michel, elle ajouta :
— Et j'aime aussi ton fils. Il est beau, tu sais, il te ressemble !

Hélène caressa les rides qui barraient le front et les joues de Michel.

— Il est si jeune, lui. Crois-tu qu'après la guerre, nous serons vieux ?

— Je crois, dit Michel, qu'après la guerre, vieux ou pas, nous serons plus heureux.

— Et pourquoi ?

— C'est pour ça qu'on se bat.

Il se leva, baisa l'épaule d'Hélène et descendit l'escalier de bois. Hélène, songeuse, le suivit des yeux : Serait-ce possible ? Plus heureux qu'avant-guerre ? Aussi heureuse, elle n'en demandait pas plus !

Etienne trouva son père, torse nu devant l'abreuvoir, se rinçant à grande eau. Vieljeu sourit :

— Il faut être aussi propre que le ciel !

Pas un nuage ne restait. Le soleil éclairait les collines d'en face, du côté de La Chapelle. Levé depuis trois heures, il n'apparaissait pas encore au-dessus des falaises ; seuls, ses rayons se réfractaient dans le brouillard matinal, sur Arbenouse.

A mesure qu'il se lavait, Etienne suivait les progrès du soleil : il s'était brossé les dents, le soleil baignait la route ; il se savonnait la figure, le soleil gagnait la Vernaison ; lorsqu'il se fut lavé les pieds, Etienne sentit sur ses cheveux la caresse du père Durand. En une demi-heure, toute la vallée avait basculé dans la lumière.

Emeline partit chercher le lait. En attendant le petit déjeuner, Michel montra à son fils comment il sciait et fendait les bûches de la cheminée. Ils montèrent dans les bois faire une provision de brindilles pour allumer le feu. En compagnie d'Etienne, les corvées monotones reprenaient leur charme des premiers jours, et lorsqu'ils redescendirent à la ferme, ils riaient en se poussant dans la prairie qui séparait la maison de la forêt.

Terro et Vieljeu avaient promis à Catillon de l'aider cet après-midi à nettoyer un bosquet qu'il voulait transformer en pâturage. Leur matinée restait libre et la famille la passa autour de la table, reprenant les conversations de la veille. Etienne connut les moindres détails du déménagement, des courses à ski et des soirées au coin du feu, l'hiver. A cause du froid, on avait installé les lits en éventail autour de la cheminée. Vieljeu se levait au milieu de la nuit pour s'occuper du feu.

— Tu comprends, nous étions moins préparés que les paysans. Ils ont leurs vaches d'un côté et, de l'autre, du foin plein la grange. Avec un peu d'habitude, ça réchauffe.

Etienne décrivit Dieulefit, la pension, les professeurs. Ses portraits devaient être drôles, car Emeline riait à pleine gorge. De temps à autre, elle se retournait vers Terro :

— N'est-ce pas qu'Etienne est comme nous l'avions dit ?

— Oui ! Oui ! répondait l'Espagnol, et son regard allait du frère à la sœur.

La jeune fille exhibait son charme avec toute la spontanéité de son innocence. Elle « aimait bien » Terro, mais, se laissant encore bercer par la tiédeur familiale, elle préférait ne pas s'interroger sur une amitié qui, au moindre échange de regards, troublait ses dix-huit ans. Elle jouait avec Terro comme la souris avec le chat : une souris dont l'abri est proche, et qui croit n'avoir rien à craindre. Du fond de son bonheur elle observait Terro, sans trop s'éloigner de sa famille.

L'Espagnol la laissait faire. S'il souffrait, la nuit, seul dans le foin de la grange, il se rattrapait d'une ocellade en plein soleil. Exilé depuis cinq ans, poussé de retraite en retraite jusqu'aux forêts du Vercors, Terro était trop étonné de sa chance pour oser en profiter. Ici, en montagne, les jours se ressemblaient trop pour qu'un matin plus qu'un autre justifiait de grandes décisions.

Après le déjeuner, les trois hommes partirent chez Catillon. Le fermier avait mis au joug deux vaches et attendait devant l'étable, les mains passées dans la ceinture, l'épaule appuyée au flanc de l'une des bêtes.

— Hé bien ! voilà le fils ! dit-il en regardant Etienne. Il est fort.

Le béret, enfoncé sur le front, cachait la pointe des oreilles. La bouche souriait, et les yeux riaient derrière de grosses lunettes. La tête coiffée, le menton pointu, les pommettes larges donnaient au visage l'aspect d'un triangle couvert d'un demi-cercle. Catillon se balançait sur ses brodequins cloutés, oscillant de la pointe au talon dans un va-et-vient pensif. Jamais, Etienne ne s'était senti aussi ouvertement pesé et inspecté. L'impression n'était pas désagréable, car le sourire du montagnard inspirait l'amitié.

— Hé bien ! allons-y ! dit-il.

(à suivre)

'Fleurs du matin cueillies le soir'

Un nouveau recueil
de nouvelles de Lou Sin

AUX ÉDITIONS ALFRED EIBEL

Les dix textes qui constituent ce recueil ont tous été écrits la même année, en 1926. C'est une période très dure pour le peuple chinois qui doit subir une répression particulièrement féroce qui s'exerce contre les mineurs, les ouvriers des filatures de Shanghai, les étudiants ; très dure aussi pour Lou Sin qui, rompant définitivement avec les intellectuels du pouvoir, doit quitter Pékin, et mène une existence traquée. Il vit dans un pénible isolement et pour y échapper, il remonte le cours des années, évoque ses souvenirs dans ces

«Fleurs du matin cueillies le soir».

Cette évocation de son passé est d'ailleurs étroitement liée à son insertion dans la réalité présente de son pays et souvent lui sert à aiguïser ses critiques contre la domination de l'idéologie confucéenne, la superstition, l'exploitation. Par des citations ou des allusions, plus ou moins voilées, il continue son combat contre des intellectuels qui ne font que renforcer le pouvoir de la classe dominante.

Paule Saconnet



Lou Sin en 1927

SUR UN POÈME INÉDIT DE LOU SIN Commentaire de Michelle Loi

En massacreurs d'hommes il y a des chefs.
Les sauveurs des hommes se font médecins.
La plus grande part une fois massacrée,
On cherche à sauver le peu qu'il en reste.
La compensation, hélas, est bien mince,
C'est vraiment pitié, hélas ! Oh ! Hélas !

(1^{er} septembre 1930)

La Chine et beaucoup d'autres peuples du monde célèbrent cette année le quarantième anniversaire de la mort de Lou Sin. Dans le cadre de la lutte contre les résurgences droitières au sein du Parti, ce que les critiques chinois de Lou Sin mettent en valeur dans son œuvre, c'est le souci constant qui fut le sien de ne pas s'arrêter à mi-chemin de la révolution (...)

Depuis trois ans au moment où est écrit ce poème, la terreur fasciste s'est abattue sur la Chine. Tchang Kaïchek avait dit en commençant le massacre des communistes et des progressistes : «Plutôt en tuer mille par erreur qu'en laisser

échapper un». Dans le court séjour que Lou Sin fit à Canton, après le coup de force, il a compté qu'on avait emprisonné et exécuté par les moyens les plus barbares plus de trois mille jeunes gens, dont beaucoup comptaient parmi ses élèves : «En massacreurs d'hommes, il y a des chefs !» Il y a déjà longtemps que Lou Sin a découvert en analysant l'histoire des hommes, qu'ils n'ont jamais été que de deux catégories : ceux qui mangent et massacrent les autres, ceux qui sont massacrés et mangés. Dans la catégorie des «massacreurs» et des «cannibales», des gens comme Tchang sont passés maîtres.

Le poème est envoyé à une amie médecin et

Lou Sin oppose les «sauveurs des hommes» tels les médecins et les «massacreurs» tels Tchang ou, dans d'autres textes, Napoléon, Gengis Khan et Hitler... Lou Sin, on le sait, avait voulu faire partie des sauveurs, et, dans cette intention, commença ses études de médecine, mais il les abandonna au bout de quelques années afin de se consacrer à la littérature et l'art, c'est-à-dire la lutte par la plume, la lutte par les idées. Sauver les corps, en effet, est une tâche noble, mais la société des hommes n'est pas pour autant sauvée tant que leur âme est malade, tant que leur intelligence dort. Ce sommeil-là est en fait une maladie mortelle, c'est la vieille duperie transmise de classe en classe, l'humanisme sans classes qui a masqué l'oppression des esclavagistes, des féodaux, des bourgeois, aujourd'hui des néo-bourgeois sous étiquette rouge. C'est elle qui continue à cacher aux victimes qu'elles ne se libéreront que par la

lutte, par la révolution, par la violence contre les violents, «les chiens tombés dans l'eau».

L'amère expérience de Lou Sin lui a appris que les révolutions incomplètes retombent lourdement sur les opprimés et que leurs «sauveurs», les réformistes que symbolisent les médecins, deviennent alors les premières victimes de ceux qu'ils ont épargnés, criminels à leur façon eux-mêmes de n'avoir pas su exterminer les criminels. Dans l'article qui accompagne le poème inédit de son frère, Zhou Jianren souligne avec force qu'il marque la transformation de Lou Sin «de libéral démocrate en communiste révolutionnaire», qu'il a vu clairement dès cette époque que les ennemis de la révolution n'abdiquent jamais et que c'est toujours une erreur mortelle pour les révolutionnaires, hommes ou peuples, de croire à leur transformation définitive.

Michelle LOI
(Pékin, le 27 février 76)

Programme télé

VENDREDI 4 FEVRIER

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Au théâtre ce soir : *La mama*
22 h 30 - Titres courants
22 h 35 - Allons au cinéma
23 h 05 - TF 1 actualités

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La tirelire
20 h 00 - Journal de l'A 2

20 h 30 - Dossiers : danger immédiat
21 h 30 - Apostrophes
22 h 40 - Journal de l'A 2
22 h 45 - Ciné club : les noces

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune Libre
20 h 00 - Jeux de 20 heures.
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - Les grandes batailles du passé. *La bataille de Waterloo*
22 h 20 - JOURNAL
22 h 35 - Magazine régional

MAIN BASSE SUR LA PRESSE

POUR QUI TRAVAILLE HERSANT ?

5

«Nous annonçons volontiers des projets gouvernementaux susceptibles d'améliorer le sort des Français, ce qui donne l'apparence de soutenir l'action gouvernementale» déclarait en 72, Serge Maffert, alors chef du service politique à «France Soir». Et il ajoutait : «La réalité n'étant pas aussi noire que la sélection des informations transmises, nous tentons par l'intermédiaire des papiers de commentaire de rétablir l'équilibre et de donner l'éclairage sécurisant qui fait défaut à l'information proprement dite». C'était, est-il besoin de le préciser, avant le chantage à la crise. Après être passé par le cabinet de Chirac, Monsieur Maffert est aujourd'hui chroniqueur politique au «Figaro».

«PAS D'ACCORD ? PARTEZ DONC !»

Partout, Hersant est accueilli par des grèves ; les rédactions qu'il prend en mains sont massivement désertées.

Ce qui est en jeu pour ces hommes qui ont travaillé des années durant dans des journaux parfaitement bourgeois, sans s'inquiéter outre mesure du sens de classe de leur collaboration, c'est le degré de soumission qui, désormais, leur est demandé.

«La défense de la liberté de la presse passe par la lutte contre la gauche», proclame tout de go le nouveau patron aux rédacteurs du «Figaro». Et de préciser : «Ceux qui ne sont pas d'accord doivent partir, comme cela se fait à «Paris-Normandie». Le même langage est tenu en substance aux journalistes de «Paris Normandie». «La presse va forcément opter et les journalistes devront choisir des organes qui correspondent à leur pensée politique». L'indépendance de la presse était largement un mythe. Cette fois, les illusions elles-mêmes n'ont plus cours. Résultat : les journalistes de «Paris Normandie», qui ont quitté en foule cette rédaction, écrivent : «Que ce soit bien clair : des journalistes qui votent pour la majorité partent de «Paris Normandie». Tout simplement parce qu'ils ont une conception honnête de l'information».

VIRAGE A «CENTRE PRESSE»

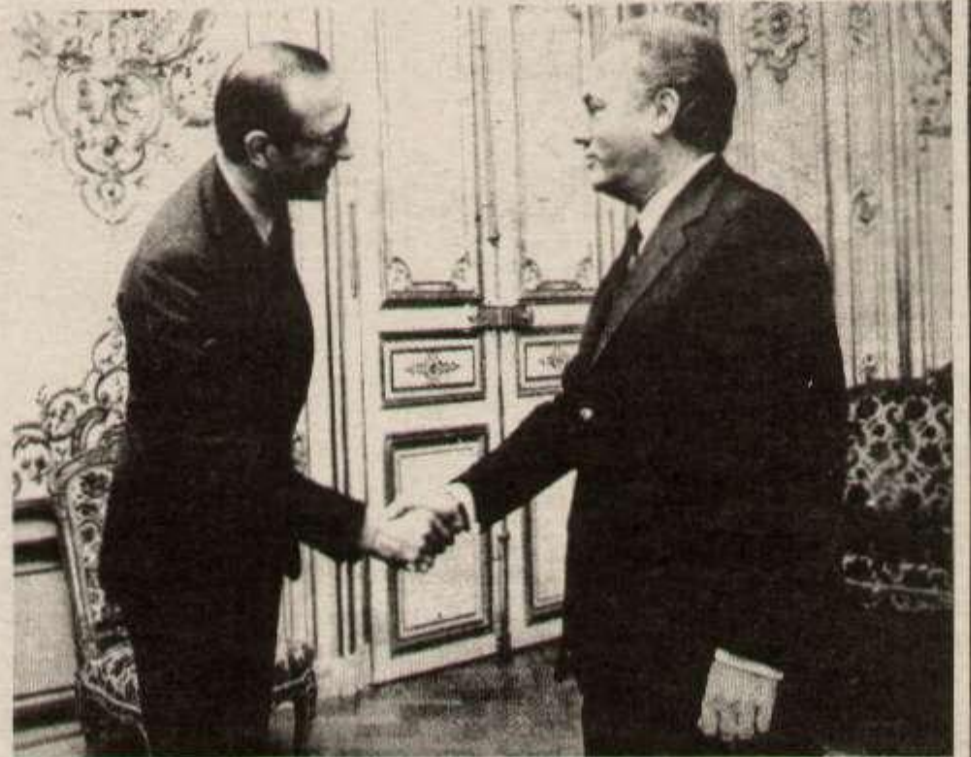
Comment les organes de presse qu'il contrôle sont astreints à suivre sans nuance tous les virages politiques du patron, on en jugera par la petite histoire de «Centre Presse», et de ses rapports avec les gaullistes. Le 24 novembre 1962, «L'Essor de la Corrèze», organe strictement électoral des gaullistes locaux, écrivait : «On sait que le grand journal «d'information» «Centre Presse» a refusé de publier toutes les informations concernant l'activité des gaullistes pendant la campagne électorale».

Mais, dès les élections cantonales de 1970, «Centre Presse» fait la campagne de l'UDR à Limoges et dans le Lot. Claude Monnerie, responsable de «L'Essor du Quercy», entre à «Centre Presse», dont il deviendra le chef d'agence attiré pour la ville de Cahors en 1973. En 1971, en remplacement d'un chef d'agence socialiste, un dénommé Garnier est nommé à Brive par «Centre Presse» ; c'est un des responsables du «Courrier Français», instrument de la propagande UDR : il deviendra par la suite président de la société éditrice de «Paris Normandie».

Au fur et à mesure, on verra disparaître les «Essor», financés par Dassault : celui du Quercy, d'abord, qui n'est plus nécessaire. Ensuite, celui du Limousin, qui va déménager de Brive, fief de Charbonnel, à Ussel, domaine de Chirac. En effet, Charbonnel est chabainiste aux élections présidentielles de 74 ; mais «Centre Presse», lui, sera présent pour faire la campagne de Giscard à Brive. Bref, Dassault et Hersant, autrefois opposés, tant dans l'Oise qu'en Limousin, s'entendent désormais à merveille.

OÙ L'ON PARLE BEAUCOUP DE CHIRAC

Ainsi, des responsables du groupe Hersant, et au plus haut niveau, se trouvent dès le début des années 70 en liaison locale avec l'appareil de Chirac : la région où «Centre Presse» est édité n'est autre que la région RPF dont Juillet, éminence grise du député de la Corrèze, était le responsable. Petite question : comment se fait-il que «Le Figaro» et «France Soir», deux grands journaux à audience nationale, soient tombés entre les griffes d'Hersant précisément sous le ministère de Chirac ? Si, comme l'écrivait «L'Expansion», «les banques prêtent difficilement aux journaux», elles peuvent en revanche se



montrer compréhensives à l'égard de patrons de presse qui ont l'oreille du pouvoir à un moment donné.

C'est un secret de Polichinelle : si, en 1975, la présidence de la république se montrait plutôt favorable à la prise en mains du «Figaro» par Hersant, le premier ministre de l'époque était, lui aussi, loin d'y être hostile. Et, pour ce qui concerne «France Soir», la tractation s'est décidée au cours d'une soirée tenue dans l'Eure avec Tomasiuni et Marie-France Garaud, manipulatrice de l'ombre, des affaires chiraquiennes. C'était quelques jours avant que Chirac ne démissionne de son poste. Très certainement, de ce côté-là, on pensait déjà à l'avenir.

DE NOUVEAUX EXPERTS

Depuis, on a particulièrement remarqué l'entrée au «Figaro», pour tenir la chronique politique, d'un ancien journaliste de «France Soir» : Serge Maffert. Entre temps, celui-ci avait fait un petit tour... précisément, du côté du cabinet du premier ministre Chirac ! Au lendemain de la candidature de ce dernier à la mairie de Paris, Marie-France Garaud aurait personnellement écrit au journaliste Xavier Marchetti, pour lui indiquer la conduite à tenir au «Figaro».

Si les indices de ce genre se sont multipliés, qui laissent à penser que les liens seraient assez étroits, à l'heure actuelle, entre l'entreprise de Chirac et celle d'Hersant, si on estime généralement dans les rédactions que ces liens sont indiscutables, tout n'est pas forcément joué pour autant. Hersant, qui est actuellement en croisière, aurait laissé avant de partir, des consignes de prudence vis-à-vis des contradictions internes de la «majorité». Les services mutuellement rendus n'empêchent pas de ménager l'avenir.

HERSANT... ET LE PCF

En toute confraternité, Monsieur Robert Hersant a racheté aux fédérations socialistes du Nord et du Pas-de-Calais leur quotidien, «Nord Matin». En promettant d'y respecter scrupuleusement l'orientation politique social-démocrate. Ce qui n'était pas trop difficile, vu que chez Augustin Laurent, ce genre de «coopérative ouvrière» avait partie tout à fait liée avec F.O. ; l'attitude scandaleusement patronale de ce syndicat l'a bien montré quand certains journalistes sont entrés en conflit avec le nouveau patron de presse, sur des questions de salaires.

Côté PCF, l'attitude vis-à-vis d'Hersant est naturellement plus offensive : «L'Humanité» ne publiait pas un reportage indigné sur la croisière organisée par le magnat de la presse à l'usage d'une pléiade de milliardaires, dans le courant de janvier 76 ? Mais il arrive que, là aussi, la main droite ignore ce que fait la main gauche. Plus précisément, que «Le Havre Libre» ignore ce qu'écrit «L'Humanité».

Publié au Havre, municipalité PCF, ce journal comporte un certain nombre de pages communes avec le journal local édité par Hersant : «Le Havre Presse». Il est également imprimé sur les presses de l'imprimerie d'Hersant. Or, nul n'ignore que, disposant du tiers des voix -théoriquement- à la direction du journal, le parti révisionniste en est le véritable maître. Récemment, le «Havre Libre» se trouve avec un excédent financier de 150 millions nouveaux : de quoi, justement, acheter, avec son imprimerie propre, son indépendance technique. Mais le comité central -qui est directement intervenu dans les négociations avec Hersant- a d'autres visées : la publication d'un journal à Rouen, à l'approche des prochaines élections municipales et législatives.

Chose faite, toujours sur les presses d'Hersant, qui lui, a modernisé son imprimerie de Rouen et monté ses prix. Mais voilà : «Rouen-Normandie-Nouvelle», qui tente de s'implanter, perd de l'argent : un million et demi par jour. Comme il y a à peu près cent jours que l'expérience est lancée, désormais, «Le Havre Libre» et «Rouen-Normandie-Nouvelle» sont en train de s'endetter auprès de leur imprimeur : Hersant. Interrogés là-dessus, les responsables du PCF se bornent à espérer que le journal tiendra jusqu'aux municipales et, si ça se trouve, jusqu'aux législatives : électoralisme oblige ! Mais que décidera alors ce bon Monsieur Hersant ? Les militants qui peinent à faire connaître le nouveau journal sur Rouen le sauront bien assez tôt !

La carrière politique d'un homme de presse

Ce que monsieur Hersant a fait entre 1940 et 1944, on n'a pas le droit d'en parler : les jugements portant sur son activité pendant cette période sont tous amnistiés. Mais on ne s'étonnera pas que son arrivée à la tête d'un certain nombre de journaux issus de la Résistance ait suscité de nombreux remous, notamment parmi les journalistes concernés.

C'est à partir de 1956 que monsieur Hersant se lance dans le parlementarisme, après une tentative malheureuse à la libération (candidat sur une liste «d'union nationale» qui recueille 1 % des voix). Pour cette occasion, il choisit l'Oise, malheureux département au Nord de Paris qui a par ailleurs le triste privilège d'avoir Dassault comme député, et d'être l'objet des sollicitudes du groupe de presse du «Parisien Libéré».

A l'époque, monsieur Hersant est radical-socialiste. 50 millions de l'époque, c'est le chiffre que donnera à la tribune de l'assemblée, son rival malheureux, Legendre, à propos du coût de la campagne d'Hersant. Marl... Carol et Luis Mariano, grandes vedettes de l'époque, ont été

mobilisés pour des caravanes publicitaires. Hersant sera invalidé par les députés de droite de l'assemblée, le «front Républicain» s'abstenant. Deux mois plus tard, il est réélu.

Prudent, Hersant se présentera «sans étiquette» en 58, n'ais il s'affirme favorable à l'entreprise de de Gaulle, qui

Prudent, Hersant se présentera «sans étiquette» en 58 «mais il s'affirme favorable à l'entreprise de de Gaulle, qui veut de prendre le pouvoir» ; puis, «Rassemblement Démocratique» en 1962 (ce qui revient au même). En 67, il est candidat «FGDS» (groupe commun au PS et aux radicaux) ; un an plus tard, le 2 avril 68, il quitte le groupe parlementaire. Le 30 juin, il est réélu dans la chambre la plus réactionnaire de la cinquième république et il adhère au groupe centriste PDM, puis CDP : il s'agit des centristes de gouvernement (Duhamel et Fontanet) opposés à Lecanuet. En 1973, toujours dans le cadre de ce groupe, il a l'investiture de la majorité (Union des Républicains de Progrès).